



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 23 AVRIL 2024
GEMEENTERAAD VAN 23 APRIL 2024

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

1 Revitalisation des quartiers – Finances – Budget 2024 – Modification n° 1 du service extraordinaire.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux ;

Vu les articles 15 et 16 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant que les différents projets inscrits dans les programmes de revitalisation urbaine sont liés à des délais d'exécution stricts ;

Considérant la conjoncture actuelle, il y a lieu d'augmenter les montants inscrits afin de garantir que les marchés de travaux puissent être attribués d'ici le 30 septembre 2024 ;

Considérant que l'intégralité des montants supplémentaires sont subsidiés à 100% et que donc aucun nouvel emprunt ne sera réalisé ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget extraordinaire 2024 ;

DECIDE :

De modifier le budget extraordinaire 2024 comme repris dans le tableau relatif à la modification budgétaire n° 1.

Heropleving van de wijken – Financiën – Begroting 2024 – Wijziging nr. 1 van de buitengewone dienst.

DE RAAD,

Gelet op artikel 241 e.v. van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikel 15 en 16 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de verschillende projecten opgenomen in de stadsherwaarderingsprogramma's aan strikte uitvoeringstermijnen gebonden zijn;

Overwegende de huidige conjunctuur moeten de ingeschreven bedragen worden verhoogd om te waarborgen dat de opdrachten voor werken uiterlijk op 30 september 2024 kunnen worden gegund;

Overwegende dat alle bijkomende bedragen voor 100% worden gesubsidieerd en dat er dus geen nieuwe lening moet worden aangegaan;

Overwegende dat de buitengewone begroting 2024 gewijzigd dient te worden;

BESLIST:

De buitengewone begroting 2024 te wijzigen zoals weergegeven in de tabel met betrekking tot begrotingswijziging nr. 1.

5 annexes / 5 bijlagen

2 **Revitalisation des quartiers – CQDW – Opération D.2.1 « Travaux ponctuels de végétalisation et perméabilisation » – Marché de travaux – Approbation des conditions et du mode de passation du marché – CSC 2024-T-CQDW-B.2.2.**

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2018 d'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne, et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution du Contrat de quartier Wiels sur Senne ;

Vu le courrier du 19 décembre 2023 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant une prolongation de délais de 6 mois pour la phase exécution pour l'opération D.2.1 : *Etude participative et travaux ponctuels de végétalisation et perméabilisation*, portant la date de fin d'exécution du projet au 30 septembre 2024 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 7 juillet 2022 relative à l'attribution du marché d'auteur de projet pour la mission « Etude participative et travaux ponctuels de végétalisation et perméabilisation » à l'association momentanée : Collectif Ipé/Latitude Platform/Les Saprophytes, rue Rouppe 5 à 1000 Bruxelles ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 12 octobre 2023 relative à l'approbation de l'avant-projet pour le marché repris ci-dessus ;

Considérant l'avis de marché et le Cahier Spécial des Charges réf. N° 2024-T-CQDW-D.2.1 relatif au marché travaux « Travaux ponctuels de végétalisation et perméabilisation (« Ma rue est un jardin ») » ci-annexés ;

Considérant que le marché sera publié sur la plateforme Bosa ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que ce marché est divisé en tranches :

* Tranche ferme : Aménagements de 3 interventions sur mesure et 4 modules d'arbre :

3 interventions sur mesure :

- A.2 : Rue Georges Leclercq 45, 1190 Forest;
- A.4 : Croisement rue Félix Waefelaer - rue des Primeurs, 1190 Forest;
- A.5 : Croisement rue des Alliés - rue de Mérode, 1190 Forest;

4 modules d'arbre :

- B.1 : Rue Pierre Decoster 49, 1190 Forest;
- B.2 : Rue Georges Leclercq 108, 1190 Forest;
- B.3 : Rue Georges Leclercq 33, 1190 Forest;
- B.4 : Rue du Feu 31, 1190 Forest.

* Tranche conditionnelle 1 : Aménagements d'une intervention sur mesure

- A.1 : Croisement rue Georges Leclercq - avenue du Pont de Luttre, 1190 Forest

* Tranche conditionnelle 2 : Aménagements d'une intervention sur mesure

- A.3 : Croisement rue du Feu - rue des Primeurs, 1190 Forest

* Tranche conditionnelle 3 : Aménagements d'une intervention sur mesure

- A.6 : Croisement rue Berthelot - rue du Monténégro, 1190 Forest

* Tranche conditionnelle 4 : Aménagements d'une intervention sur mesure

- A.7 : Croisement rue du Croissant - rue du Monténégro, 1190 Forest

* Tranche conditionnelle 5 : Aménagements d'un module d'arbre.

- B.5 : Rue des Alliés 364, 1190 Forest

* Tranche conditionnelle 6 : Aménagements d'un module d'arbre

- B.6 : Rue Berthelot 45, 1190 Forest

* Tranche conditionnelle 7 : Aménagements d'un module d'arbre

- B.7 : Rue du Monténégro 114, 1190 Forest

Considérant que l'estimation de la tranche ferme du marché s'élève à 112.982,28 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 129.929,62 euros HTVA soit 157.214,84 euros TVAC (21%) ;

Considérant que l'estimation des tranches conditionnelles du marché s'élève à:

- Pour la tranche conditionnelle 1 : 23.610,56 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 27.152,14 euros HTVA soit 32.854,09 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 2 : 25.290,56 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 29.084,14 euros HTVA soit 35.191,81 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 3 : 28.078,16 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 32.290,34 euros HTVA soit 39.071,32 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 4 : 23.282,72 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 26.775,13 euros HTVA soit 32.397,90 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 5 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 6 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 7 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;

Considérant que la dépense liée à la tranche ferme sera financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capital (Opération D.2.1. du Contrat de Quartier Wiels-sur-Senne) ;

Considérant que, si et seulement si le subside du Contrat de Quartier Wiels-sur-Senne est suffisant, une ou plusieurs tranches conditionnelles seront commandées, dès l'attribution du marché ;

Considérant que d'autres tranches conditionnelles seront éventuellement commandées, dans les deux ans endéans l'attribution du marché, si d'autres financements sont obtenus ;

Considérant que le crédit nécessaire pour cette dépense sera inscrit à l'article 9308/731-60/ - /88 « Travaux de voirie en cours d'exécution » lors de la modification budgétaire n°1 du service extraordinaire du budget 2024 ;

DECIDE :

De choisir une procédure négociée directe avec publication préalable comme mode de passation du marché de travaux ;

D'approuver l'avis de marché et le Cahier Spécial des Charges réf. N° 2024-T-CQDW-D.2.1 relatif au marché travaux « Travaux ponctuels de végétalisation et perméabilisation (« Ma rue est un jardin ») » ;

De publier le marché sur la plateforme Bosa ;

D'approuver le montant de l'estimation de la tranche ferme du marché à 112.982,28 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 129.929,62 euros HTVA soit 157.214,84 euros TVAC (21%) ;

D'approuver le montant de l'estimation des tranches conditionnelles à :

- Pour la tranche conditionnelle 1 : 23.610,56 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 27.152,14 euros HTVA soit 32.854,09 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 2 : 25.290,56 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 29.084,14 euros HTVA soit 35.191,81 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 3 : 28.078,16 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 32.290,34 euros HTVA soit 39.071,32 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 4 : 23.282,72 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 26.775,13 euros HTVA soit 32.397,90 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 5 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 6 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 7 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;

De prévoir le crédit nécessaire à l'article 9308/731-60/ - /88 « Travaux de voirie en cours d'exécution » lors de la modification budgétaire n°1 du service extraordinaire du budget 2024 ;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capitale ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Heropleving van de wijken – DWCW – Operatie D.2.1 “Begroenings- en onthardingswerkzaamheden” – Opdracht voor werken – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze van de opdracht – Bijzonder bestek 2024-T-CQDW-B.2.2.

DE RAAD

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 € voor de uitvoering van een Duurzaam Wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 april 2018 betreffende de goedkeuring van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 tot verlenging van de duur van de uitvoeringsfase van het wijkcontract Wiels aan de Zenne met 6 maanden;

Gelet op de brief van 19 december 2023 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van een verlenging met 6 maanden voor de uitvoeringsfase van de operatie *D.2.1: Participatieve studie en werkzaamheden met het oog op begroening en ontharding*, wat het einde van de uitvoering van het project brengt op 30 september 2024;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 juli 2022 betreffende de toewijzing van de opdracht van projectontwerper voor de opdracht "Participatieve studie en werkzaamheden met het oog op begroening en ontharding" aan de tijdelijke vereniging: Collectif Ipé/Latitude Platform/Les Saprophytes, Rouppestraat 5 - 1000 Brussel;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 oktober 2023 tot goedkeuring van het voorontwerp voor de bovenvermelde opdracht;

Overwegende de aankondiging van de opdracht en bijzonder bestek nr. 2024-T-CQDW-D.2.1 betreffende de opdracht "Werkzaamheden met het oog op begroening en ontharding ("Mijn straat is een tuin")" als bijlage;

Overwegende dat de opdracht zal worden bekendgemaakt op het Bosa-platform;

Overwegende dat er voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via vereenvoudigde

onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat deze opdracht opgesplitst is:

* Vast gedeelte: 3 interventies op maat en 4 boommodules:

3 interventies op maat:

- A.2: Georges Leclercqstraat 45, 1190 Vorst;
- A.4: Kruising Félix Waefelaerstraat - Vroegegroentenstraat, 1190 Vorst;
- A.5: Kruising Bondgenotenstraat - De Merodestraat, 1190 Vorst;

4 boommodules:

- B.1: Pierre Decosterstraat 49, 1190 Vorst;
- B.2: Georges Leclercqstraat 108, 1190 Vorst;
- B.3: Georges Leclercqstraat 33, 1190 Vorst;
- B.4: Vuurstraat 31, 1190 Vorst;

* Voorwaardelijk gedeelte 1: 1 interventie op maat

- A.1: Kruising Georges Leclercqstraat - Luttrebruglaan, 1190 Vorst;

* Voorwaardelijk gedeelte 2: 1 interventie op maat

- A.3: Kruising Vuurstraat - Vroegegroentenstraat, 1190 Vorst;

* Voorwaardelijk gedeelte 3: 1 interventie op maat

- A.6: Kruising Berthelotstraat - Montenegrostraat, 1190 Vorst;

* Voorwaardelijk gedeelte 4: 1 interventie op maat

- A.7: Kruising Halvemaanstraat - Montenegrostraat, 1190 Vorst;

* Voorwaardelijk gedeelte 5: 1 boommodule

- B.5: Bondgenotenstraat 364 - 1190 Vorst;

* Voorwaardelijk gedeelte 6: 1 boommodule

- B.6: Berthelotstraat 45, 1190 Vorst;

* Voorwaardelijk gedeelte 7: 1 boommodule

- B.7: Montenegrostraat 114, 1190 Vorst;

Overwegende dat het bedrag van het vast gedeelte van de opdracht geraamd wordt op 112.982,28 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 129.929,62 € excl. btw of 157.214,84 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat het bedrag voor de voorwaardelijke gedeelten van de opdracht geraamd wordt op:

- Voorwaardelijk gedeelte 1: 23.610,56 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 27.152,14 € excl. btw, zijnde 32.854,09 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 2: 25.290,56 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 29.084,14 € excl. btw, zijnde 35.191,81

€ 21% btw inbegrepen;

- Voorwaardelijk gedeelte 3: 28.078,16 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 32.290,34 € excl. btw, zijnde 39.071,32 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 4: 23.282,72 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 26.775,13 € excl. btw, zijnde 32.397,90 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 5: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 6: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 7: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de uitgave voor het vaste gedeelte voor 100% worden gefinancierd met een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (operatie D.2.1. van het wijkcontract Wiels aan de Zenne);

Overwegende dat, als en slechts als de subsidie van het wijkcontract Wiels aan de Zenne toereikend is, na de gunning van de opdracht een of meer voorwaardelijke gedeelten zullen worden besteld;

Overwegende dat andere voorwaardelijke gedeelten eventueel zullen worden besteld binnen twee jaar na de gunning van de opdracht, indien andere financiering wordt verkregen;

Overwegende dat het vereiste krediet voor deze uitgave ingeschreven wordt op artikel 9308/731-60/88 'Wegenwerken in uitvoering' bij de begrotingswijziging nr. 1 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

BESLIST:

Te kiezen voor de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht voor werken;

Goedkeuring te verlenen aan de aankondiging van de opdracht en het bijzonder bestek ref. nr. 2024-T-CQDW-D.2.1 betreffende de opdracht "Werkzaamheden met het oog op begroening en ontharding ("Mijn straat is een tuin")" als bijlage;

De opdracht te publiceren op het Bosa-platform;

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van het vaste gedeelte van de opdracht van

112.982,28 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een geraamd totaalbedrag van 129.929,62 excl. btw of 157.214,84 € 21% btw inbegrepen;

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van de voorwaardelijke gedeelten:

- Voorwaardelijk gedeelte 1: 23.610,56 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 27.152,14 € excl. btw, zijnde 32.854,09 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 2: 25.290,56 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 29.084,14 € excl. btw, zijnde 35.191,81 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 3: 28.078,16 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 32.290,34 € excl. btw, zijnde 39.071,32 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 4: 23.282,72 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 26.775,13 € excl. btw, zijnde 32.397,90 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 5: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 6: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 7: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;

Het vereiste krediet te voorzien op artikel 9308/731-60/88 “Wegenwerken in uitvoering” bij de begrotingswijziging nr. 1 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Deze uitgave voor 100% te financieren met een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

31 annexes / 31 bijlagen

équipement d'intérêt collectif » – Marché de travaux – Approbation des conditions et du mode de passation du marché – Cahier spécial des charges 2024-T-CQDW-B.2.2.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2018 d'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne, et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution du Contrat de quartier Wiels sur Senne ;

Vu le courrier du 01 décembre 2023 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la prolongation de délais de 6 mois pour la phase exécution pour l'opération B.2.2 : *maison des initiatives* ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27 août 2020 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Réhabilitation et rénovation lourde de deux bâtiments contigus en équipement d'intérêt collectif" à Mamout Architectes, rue Adolphe Lavallée 39 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 janvier 2023 approuvant les conditions, le mode de passation et le cahier spécial des charges du marché de travaux relatif à l'opération B.2.2 : « équipement d'intérêt collectif » ;

Vu la décision du Collège communal du 07 septembre 2023 décidant d'arrêter la procédure de passation pour le marché travaux repris ci-dessus faute d'offres satisfaisantes ;

Vu la décision du Collège communal du 07 septembre 2023 décidant d'approuver l'avenant 1 du marché « mission d'auteur de projet relative à : réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif » suite à l'arrêt de la procédure du marché travaux et en vue de la modification du projet afin de réduire le cout des travaux ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 29 décembre 2023 relative à l'approbation de l'avant-projet de l'avenant 1 et la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 08 février 2024 relative à l'approbation du dossier de permis d'urbanisme de l'avenant 1 pour la « réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif », proposé par Mamout Architectes, rue Adolphe LaVallée 39 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que le permis d'urbanisme a été déposé par voie électronique en date du 19 février 2024 à la région de Bruxelles Capitale, que l'accusé de réception de dossier complet a été reçu le 21 mars 2024 ;

Considérant l'avis de marché et le Cahier Spécial des Charges réf. N° 2024-T-CQDW-B.2.2 relatif au marché travaux « Réhabilitation et rénovation lourde de deux bâtiments contigus en équipement d'intérêt collectif », ci-annexés ;

Considérant que le marché sera publié sur la plateforme Bosa ;

Considérant qu'il est proposé de choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché ;

Considérant que l'estimation du marché s'élève à 2.305.775,62 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 2.536.353,18 € HTVA soit 3.068.987,35 € TVAC (21%) ;

Considérant qu'il est proposé de mettre des éléments en option pour un montant de 312.461,77 € HTVA + 10 % pour couvrir les imprévus et révisions de prix, à savoir 343.707,95 € HTVA soit 415.886,62 € TVAC (21%) ;

Considérant la liste des options reprise en annexe ;

Considérant que le montant du marché hors options s'élève à 1.993.313,85 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 2.192.645,24 € HTVA soit 2.653.100,74 € TVAC (21%) ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capital ;

Considérant que le crédit nécessaire sera prévu à l'article 9308/722-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » lors de la modification budgétaire n° 1 du service extraordinaire du budget 2024 ;

DECIDE :

De choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché de travaux ;

D'approuver l'avis de marché et le Cahier Spécial des Charges réf. N° 2024-T-CQDW-B.2.2 relatif au marché travaux « Réhabilitation et rénovation lourde de deux bâtiments contigus en équipement d'intérêt collectif » ;

De publier le marché sur la plateforme Bosa ;

D'approuver le montant de l'estimation à 2.305.775,62 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 2.536.353,18 € HTVA soit 3.068.987,35 € TVAC (21%) ;

D'approuver les éléments mis en option pour un montant de de 312.461,77 € HTVA + 10 % pour couvrir les imprévus et révisions de prix, à savoir 343.707,95 € HTVA soit 415.886,62 € TVAC (21%) ;

De prévoir le crédit nécessaire à l'article 9308/722-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » lors de la modification budgétaire n°1 du service extraordinaire du budget 2024 ;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capitale ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

**Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne – Operatie B.2.2
“Gemeenschapsvoorziening” – Opdracht voor werken – Goedkeuring lastvoorwaarden en
gunningswijze van de opdracht – Bijzonder bestek 2024-T-CQDW-B.2.2.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 € voor de uitvoering van een Duurzaam Wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 april 2018 betreffende de goedkeuring van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 tot verlenging van de duur van de uitvoeringsfase van het wijkcontract Wiels aan de Zenne met 6 maanden;

Gelet op de brief van 1 december 2023 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van de verlenging met 6 maanden voor de uitvoeringsfase van de operatie B.2.2: *Initiatievenhuis*;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 augustus 2020 betreffende de gunning van de opdracht voor het ontwerp van de opdracht "Rehabilitatie en grondige renovatie van twee aangrenzende gebouwen tot een gemeenschapsvoorziening" aan Mamout Architectes, Adolphe Lavalléestraat 39 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 januari 2023 tot goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en het bijzonder bestek van de opdracht voor werken betreffende operatie B.2.2: "gemeenschapsvoorziening";

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 september 2023 om de gunningsprocedure voor bovengenoemde opdracht voor werken stop te zetten bij gebrek aan bevredigende offertes;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 september 2023 tot goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "projectontwerper voor de rehabilitatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot gemeenschapsvoorziening" na de stopzetting van de procedure van de opdracht voor werken en met het oog op de wijziging van het project om de kosten van de werkzaamheden te beperken;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 december 2023 tot goedkeuring van het voorontwerp van aanhangsel 1 en de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 februari 2024 betreffende de goedkeuring van het dossier betreffende de stedenbouwkundige vergunning voor de "renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot gemeenschapsvoorziening", voorgesteld door Mamout Architectes, Adolphe Lavalléestraat 39 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning werd ingediend per mail op 19 februari 2024 bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat de ontvangstbevestiging van het volledige dossier werd ontvangen op 21 maart 2024;

Overwegende de aankondiging van de opdracht en het bijzonder bestek nr. 2024-T-CQDW-B.2.2 betreffende de opdracht "Rehabilitatie en grondige renovatie van twee aangrenzende gebouwen tot een gemeenschapsvoorziening" als bijlage;

Overwegende dat de opdracht zal worden bekendgemaakt op het Bosa-platform;

Overwegende dat wordt voorgesteld te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht;

Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 2.305.775,62 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 2.536.353,18 € excl. btw zijnde 3.068.987,35 € incl. btw (21%);

Overwegende dat wordt voorgesteld om elementen in optie te plaatsen voor een bedrag van 312.461,77 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. 343.707,95 € excl. btw zijnde 415.886,62 € incl. btw (21%);

Overwegende de bijgevoegde lijst met opties;

Overwegende dat het bedrag van de opdracht exclusief opties neerkomt op 1.993.313,85 € excl. btw + 10 % voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 2.192.645,24 € excl. btw zijnde 2.653.100,74 € incl. btw (21%);

Overwegende dat deze uitgave voor 100% wordt gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het nodige krediet moet worden voorzien op artikel 9308/722-60/88 "Bouwwerken aan gebouwen en monumenten in uitvoering" bij begrotingswijziging nr. 1 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

BESLIST

Te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht voor werken;

Goedkeuring te verlenen aan de aankondiging van de opdracht en het bijzonder bestek nr. 2024-T-CQDW-B.2.2 betreffende de opdracht voor werken "Rehabilitatie en grondige renovatie van twee aangrenzende gebouwen tot een gemeenschapsvoorziening";

De opdracht te publiceren op het Bosa-platform;

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van 2.305.775,62 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 2.536.353,18 € excl. btw zijnde 3.068.987,35 € incl. btw (21%);

Goedkeuring te verlenen aan de elementen die in optie werden geplaatst voor een bedrag van 312.461,77 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. 343.707,95 € excl. btw zijnde 415.886,62 € incl. btw (21%) ;

Het nodige krediet te voorzien op artikel 9308/722-60/88 "Bouwwerken aan gebouwen en monumenten in uitvoering" bij begrotingswijziging nr. 1 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Deze uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

68 annexes / 68 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

4 Centrale d'achats – Marchés publics - Gestion des repas scolaires dans une perspective durable – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l'article 234 § 1er de la Nouvelle loi communale – SCA-2024-S-013.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1^{er} relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment l'article 14 (crédits provisoires) ;

Vu la décision du Conseil communal du 19 décembre 2023 d'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2024 ;

Vu la décision du Conseil communal du 26 mars 2024 d'autoriser la disposition de deux douzièmes provisoires pour les mois de avril et mai 2024 ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 89, §1, 1° (Services sociaux et autres services spécifiques) et l'article 57 (clauses de reconduction) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le marché public "Gestion des repas scolaires dans une perspective durable (2020-S-024)" arrive à échéance et qu'il est indispensable d'en relancer un nouveau pour couvrir les prochaines années ;

Considérant le cahier des charges N° SCA-2024-S-013 relatif au marché "Gestion des repas scolaires dans une perspective durable" établi par la Centrale d'achats, en collaboration avec les services de l'Instruction Publique et de l'Enseignement Néerlandophone ;

Considérant que ce marché est divisé en :

* Marché de base (Repas scolaires - année scolaire 2024-2025), estimé à € 874.669,87 hors TVA ou € 927.150,06, 6% TVA comprise ;

* Reconduction 1 (Repas scolaires - année scolaire 2025-2026), estimé à € 874.669,87 hors TVA ou € 927.150,06, 6% TVA comprise ;

* Reconduction 2 (Repas scolaires - année scolaire 2026-2027) estimé à € 874.669,87 hors TVA ou € 927.150,06, 6% TVA comprise ;

* Reconduction 3 (Repas scolaires - année scolaire 2027-2028), estimé à € 874.669,87 hors TVA ou € 927.150,06, 6% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 3.498.679,48 hors TVA ou € 3.708.600,24, 6% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 7031/124-23/16 et 7032/124-23/51 du service ordinaire de l'exercice 2024 (sous réserve de l'approbation du budget par l'Autorité de Tutelle) et feront l'objet d'une proposition d'inscription pour les exercices 2025 à 2028 ;

DECIDE:

Art 1er : D'approuver le cahier des charges N° SCA-2024-S-013 et le montant estimé du marché "Gestion des repas scolaires dans une perspective durable", établis par la Centrale d'achats, en collaboration avec les services de l'Instruction Publique et de l'Enseignement Néerlandophone. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 3.498.679,48 hors TVA ou € 3.708.600,24, 6% TVA comprise pour 4 ans ;

Art 2 : De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable ;

Art 3 : De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen ;

Art 4 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale ;

Art 5 : De financer ces dépenses par les crédits inscrits aux articles budgétaires 7031/124-23/16 et 7032/124-23/51 du service ordinaire de l'exercice 2024 (sous réserve de l'approbation du budget par l'Autorité de Tutelle) et de solliciter les crédits permettant de financer ces dépenses pour les exercices 2025 à 2028.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Duurzaam beheer van schoolmaaltijden – Goedkeuring van de voorwaarden en de gunningswijze – Toepassing van artikel 234 §1 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2024-S-013.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid artikel 14 (voorlopige kredieten);

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 19 december 2023 om drie voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2024 toe te staan;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 26 maart 2024 om twee voorlopige twaalfden toe te staan voor de maanden april en mei 2024;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de

openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten in latere wijzigingen, inzonderheid artikel 89, §1, 1^o (Sociale en andere specifieke diensten) en artikel 57 (verlengingsclausules);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het overheidsopdracht "Duurzaam beheer van schoolmaaltijden (2020-S-024) bijna afloopt en dat het noodzakelijk is een nieuwe te gunnen voor de komende jaren;

Overwegende het bestek nr. SCA-2024-S-013 betreffende de opdracht "Duurzaam beheer van schoolmaaltijden", opgesteld door de Aankoopcentrale, in samenwerking met de diensten Openbaar Onderwijs en Nederlandstalig Onderwijs;

Overwegende dat de opdracht is opgedeeld in:

* Basisopdracht (Schoolmaaltijden - schooljaar 2024-2025), geraamd op 874.669,87 € exc. btw of 927.150,06 €, 6% btw inbegrepen;

* Verlenging 1 (Schoolmaaltijden - schooljaar 2025-2026), geraamd op 874.669,87 € exc. btw of 927.150,06 €, 6% btw inbegrepen;

* Verlenging 2 (Schoolmaaltijden - schooljaar 2026-2027), geraamd op 874.669,87 € exc. btw of 927.150,06 €, 6% btw inbegrepen ;

* Verlenging 3 (Schoolmaaltijden - schooljaar 2027-2028), geraamd op 874.669,87 € exc. btw of 927.150,06 €, 6% btw inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 3.498.679,48 € excl. btw of 3.708.600,24 €, 6% btw inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat deze raming de toepassingsdrempels van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven ingeschreven zijn op de begrotingsartikelen 7031/124-23/16 en 7032/124-23/51 van de gewone dienst voor het begrotingsjaar 2024 (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid) en het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot opnemings voor de begrotingsjaren 2025 tot en met 2028;

BESLIST:

Art. 1: Goedkeuring te verlenen aan het bestek nr. SCA-2024-S-013 betreffende de opdracht "Duurzaam beheer van schoolmaaltijden", opgesteld door de Aankoopcentrale, in samenwerking met de diensten Openbaar Onderwijs en Nederlandstalig Onderwijs. De voorwaarden zijn vastgelegd zoals voorzien in het bestek en door de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten. De raming bedraagt 3.498.679,48 € excl. btw of 3.708.600,24 € incl. 6% btw voor 4 jaar;

Art. 2: De opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Art. 3: De opdrachtaankondiging in te vullen, goed te keuren en te versturen op nationaal en Europees niveau;

Art. 4: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht;

Art. 5: Deze uitgaven te financieren uit de kredieten die zijn opgenomen in de begrotingsartikelen 7031/124-23/16 en 7032/124-23/51 van de gewone dienst van het begrotingsjaar 2024 (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid) en kredieten te vragen om deze uitgaven te financieren voor de begrotingsjaren 2025 tot en met 2028.

4 annexes / 4 bijlagen

5 **Centrale d'achats - Marchés publics - Uniformes pour les gardiens de la paix - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2024-F-005 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public relatif à la fourniture d'uniformes pour les gardiens de la paix (2020-F-001) a pris fin le 31 décembre 2023 et qu'il était nécessaire d'en relancer un nouveau pour couvrir les années 2024 à 2027 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1^{er} février 2024 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet " Uniformes pour les gardiens de la paix " (SCA-2024-F-005) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à 49.587,04 € hors TVA ou 60.000,36 €, 21% TVA comprise pour 4 ans et de solliciter les crédits nécessaires pour financer ces dépenses à l'article budgétaire 300/124-05/-/10 du service ordinaire des exercices 2024 à 2027 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €) et l'article 57 (clauses de reconduction) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1^{er} février 2024 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet " Uniformes pour les gardiens de la paix " (SCA-2024-F-005) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à 49.587,04 € hors TVA ou 60.000,36 €, 21% TVA comprise pour 4 ans et de solliciter les crédits nécessaires pour financer ces dépenses à l'article budgétaire 300/124-05/-/10 du service ordinaire des exercices 2024 à 2027.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Uniformen voor de gemeenschapswachten - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - SCA-2024-F-005 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de overheidsopdracht met betrekking tot de levering van uniformen voor de gemeenschapswachten (2020-F-001) afgelopen is op 31 december 2023 en dat het noodzakelijk was een nieuwe uit te schrijven voor de jaren 2024 tot 2027;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 februari 2024 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Uniformen voor de gemeenschapswachten” (SCA-2024-F-005) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 49.587,04 € excl. btw of 60.000,36 €, 21% btw inbegrepen, voor 4 jaar, en de nodige kredieten aan te vragen voor financiering van deze uitgaven op begrotingsartikel 300/124-05/-/10 van de gewone dienst van de dienstjaren 2024 tot 2027;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet) en artikel 57 (verlengingen);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 februari 2024 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Uniformen voor de gemeenschapswachten” (SCA-2024-F-005) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 49.587,04 € excl. btw of 60.000,36 €, 21% btw inbegrepen, voor 4 jaar, en de nodige kredieten aan te vragen voor financiering van deze uitgaven op begrotingsartikel 300/124-05/-/10 van de gewone dienst van de dienstjaren 2024 tot 2027.

1 annexe / 1 bijlage

FINANCES - FINANCIËN

Budget/Règlements taxes - Begroting/belastingreglement

- 6 **Finances – Immeuble sis avenue Van Volxem 364-376 - Taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés (règlement-taxe du 16 décembre 2014 – 21007 2016 09 000002, 21007 2017 09 000003 et 21007 2018 09 000002) et taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités (règlements-taxe des 17 décembre 2013 et 16 décembre 2014 – 21007 2016 16 000001, 21007 2017 16 000003 et 21007 2018 16 000001) – Désignation d’avocat dans le cadre du recours administratif, devant le tribunal de première instance ainsi que devant la Cour d’appel pour les taxes de l’exercice 2018 – Désignation d’avocat devant la Cour d’appel pour les taxes des exercices 2016, 2017 – Application de**

l'article 234 paragraphe 3 de la nouvelle loi communale - Information. (Confidentiel)

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale et notamment son article 234 par. 1 et 3;

Considérant que ces paragraphes stipulent respectivement que :

« § 1er. Le conseil communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et en fixe les conditions. »

« § 3. Le collège des bourgmestre et échevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros. Dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance. (...) » ;

Vu les réclamations de la S.A. JCX IMMO datées du 6 octobre 2017, du 15 octobre 2018 et du 30 août 2019 relatives aux taxes sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés et aux taxes sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités établies à charge du bien sis 364-376 avenue Van Volxem (LE METROPOLE) pour les exercices 2016, 2017 et 2018 ;

Vu la délibération du collège échevinal du 28 mars 2024 (B/0020) désignant un avocat (Maître Alain MERCIER) ;

Considérant qu'en ce qui concerne les exercices 2016 et 2017, elle le charge d'assurer la défense de la commune de FOREST devant la Cour d'appel de Bruxelles si la SA JCX IMMO interjetait appel des jugements du 23 novembre 2023 rendus par le Tribunal de Première instance francophone de Bruxelles dans les affaires inscrites au rôle sous les références 19/5634/a et 19/5635/A favorables à FOREST ;

Qu'en ce qui concerne l'exercice 2018, elle le charge d'assurer la défense de la commune de FOREST tant au stade du recours administratif, que devant le tribunal de première instance et devant la Cour d'Appel, suite aux réclamations du 30 août 2019 de la S.A. JCX IMMO ;

Qu'elle a été prise en application, notamment, de l'article 234 par. 3 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la délibération du collège échevinal du 28 mars 2024 (B/0020) désignant un avocat (Maître Alain MERCIER) dans le dossier relatif aux taxes sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés et aux taxes sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités établies à charge de la S.A. JCX IMMO pour le bien sis 364-376 avenue Van Volxem (LE METROPOLE) pour les exercices 2016, 2017 et 2018 .

Financiën – Onroerend goed gelegen Van Volxemlaan 364-376 – Belasting op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of vervallen bebouwde eigendommen (belastingreglement d.d. 16 december 2014 – 21007 2016 09 000002, 21007 2017 09 000003 en 21007 2018 09 000002) en belasting op gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen (belastingreglementen d.d. 17 december 2013 en 16 december 2014 – 21007 2016 16 000001, 21007 2017 16 000003 en 21007 2018 16 000001) – Aanstelling van een advocaat in het kader van het administratief beroep, voor de rechtbank van eerste aanleg evenals voor het hof van beroep wat de belastingen van aanslagjaar 2018 betreft – Aanstelling van een advocaat voor het hof van beroep wat de belastingen van aanslagjaren 2016, 2017 betreft – Toepassing van artikel 234 §3

van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving. (*Vertrouwelijk*)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikel 234 §§ 1 en 3;

Overwegende dat deze paragrafen respectievelijk het volgende bepalen:

“§ 1. De gemeenteraad kiest de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund en stelt de voorwaarden ervan vast.”

“§ 3. Het college van burgemeester en schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro. In dat geval wordt de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen (...);”

Gelet op de bezwaarschriften van de nv JCX IMMO d.d. 6 oktober 2017, 15 oktober 2018 en 30 augustus 2019 m.b.t. de belastingen op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of vervallen bebouwde eigendommen en op gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen die voor de aanslagjaren 2016, 2017 en 2018 ten laste van het onroerend goed gelegen Van Volxemlaan 364-376 (LE METROPOLE), worden gevestigd;

Gelet op de beraadslaging van het schepencollege van 28 maart 2024 (B/0020) die een advocaat (Meester Alain MERCIER) aanstelt;

-

Overwegende dat wat de aanslagjaren 2016 en 2017 betreft, ze hem de opdracht geeft de gemeente VORST voor het hof van Beroep te Brussel te verdedigen indien de nv JCX IMMO tegen de voor VORST gunstige vonnissen d.d. 23 november 2023 van de Franstalige Rechtbank van eerste aanleg te Brussel in de zaken op de rol ingeschreven onder refertenummer 19/5634/a en 19/5635/A, hoger beroep zou aantekenen;

Overwegende dat wat het aanslagjaar 2018 betreft, ze hem de opdracht geeft de gemeente VORST te verdedigen zowel in het stadium van het administratief beroep, als voor de rechtbank van eerste aanleg en voor het hof van beroep, naar aanleiding van de bezwaarschriften d.d. 30 augustus 2019 van de nv JCX IMMO;

Dat ze in toepassing van artikel 234 par. 3 van de Nieuwe Gemeentewet werd aangenomen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beraadslaging van het schepencollege van 28 maart 2024 (B/0020) tot aanstelling van een advocaat (Meester Alain MERCIER) in de zaak m.b.t. de belastingen op gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of vervallen bebouwde eigendommen en op gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen ten laste van de nv JCX IMMO gevestigd voor het goed gelegen Van Volxemlaan 364-376 (LE METROPOLE), voor de aanslagjaren 2016, 2017 en 2018.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Développement durable, Eco-conseil - Duurzame ontwikkeling, Milieu-advies

7 Développement Durable – Action Climat – Projet Potage-Collation – Convention de mise à

disposition du matériel pour le fabricant et les écoles.

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre de l'Action Climat, les services Développement Durable de Forest et Saint-Gilles ont obtenu un subside pour la mise en place de filière(s) « potage-collation » ;

Considérant que le subside précité permet d'acheter du matériel pour la fabrication et la distribution du potage ;

Considérant qu'APRE Services, situé Chaussée de Neerstalle 178 à 1190 Bruxelles, est le fabricant sélectionné pour la fabrication du potage ;

Considérant les écoles secondaires de Forest et Saint-Gilles qui vont consommer le potage-collation ;

Considérant que le matériel de fabrication et distribution du potage sera mis à disposition du fabricant et des écoles, aussi longtemps qu'ils participent à la filière potage-collation ;

Considérant que les communes de Forest et Saint-Gilles ont acheté ce matériel et en sont donc les propriétaires à part égale ;

Considérant qu'il convient d'adopter une convention pour la mise à disposition et l'utilisation de ce matériel ;

Considérant que les conventions ci-jointes ont été rédigées par les services Développement Durable des communes concernées ;

DECIDE ;

D'adopter les conventions de mise à disposition et d'utilisation du matériel de fabrication et distribution de potage dans le cadre du projet de mise en place de filière(s) « potage-collation ».

Duurzame ontwikkeling – Klimaatactie – Project soep als tussendoortje – Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van materiaal voor fabrikant en scholen.

DE RAAD,

Overwegende dat de diensten Duurzame Ontwikkeling van Vorst en Sint-Gillis in het kader van de Klimaatactie subsidies hebben verkregen voor de uitvoering van het project "soep als tussendoortje";

Overwegende dat de bovengenoemde subsidie de aankoop van materiaal voor de bereiding en de verdeling van de soep mogelijk maakt;

Overwegende dat APRE Services, gevestigd Neerstalsesteenweg 178 in 1190 Brussel, de fabrikant is die geselecteerd is om de soep te maken;

Overwegende dat de soep zal worden geconsumeerd door de secundaire scholen van Vorst en Sint-Gillis;

Overwegende dat het materiaal voor de bereiding en de verdeling van de soep ter beschikking zal worden gesteld van de fabrikant en van de scholen zolang zij deelnemen aan het project;

Overwegende dat de gemeenten Vorst en Sint-Gillis dit materiaal hebben aangekocht en er dus in gelijke mate eigenaar van zijn;

Overwegende dat er een overeenkomst moet worden gesloten voor de terbeschikkingstelling en het gebruik van dit materiaal;

Overwegende dat de bijgevoegde overeenkomsten zijn opgesteld door de diensten Duurzame Ontwikkeling van de betrokken gemeenten;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomsten voor de terbeschikkingstelling en het gebruik van materiaal voor de bereiding en de verdeling van soep in het kader van het project "soep als tussendoortje".

4 annexes / 4 bijlagen

8 **Développement Durable – Subside Action Climat 2021 – Good Food – Les Potagers de la chaussée de Neerstalle - Avenant - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Conseil du 21 décembre 2021 approuvant la convention de subside entre la commune et Bruxelles Environnement pour la mise en œuvre du projet « Les potagers de la chaussée de Neerstalle » ;

Considérant que ce projet prévoyait l'activation du potager des Huileries et l'aménagement du potager de la teinturerie (dans l'intérieur d'îlot de la teinturerie) avant le 31 décembre 2023 ;

Considérant qu'en raison du chantier STIB sur la chaussée de Neerstalle, l'aménagement du potager de la teinturerie a dû être reporté à l'été 2024 ;

Considérant qu'il convient dès lors de prolonger la durée de la convention jusqu'en octobre 2024 via l'avenant ci-joint ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver cet avenant ;

DECIDE,

D'approuver l'avenant à la convention de subside entre la commune de Forest et Bruxelles Environnement pour le projet « les potagers de la chaussée de Neerstalle » ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, afin de signer valablement ledit avenant.

Duurzame Ontwikkeling – Subsidie Klimaatactie 2021 – Good Food – De moestuinen van de Neerstalsesteenweg – Aanhangsel – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van de Raad van 21 december 2021 tot goedkeuring van de subsidieovereenkomst tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel voor de uitvoering van het project "De moestuinen van de Neerstalsesteenweg";

Overwegende dat dit project voorzag in de activering van de moestuin van de Olieslagerij en de aanleg van de moestuin van de Ververij (op het binnenterrein van de Ververij) vóór 31 december 2023;

Overwegende dat vanwege de MIVB-werf aan de Neerstalsesteenweg de aanleg van de moestuin van de Ververij moest worden uitgesteld tot de zomer van 2024;

Overwegende dat de duur van de overeenkomst daarom moet worden verlengd tot oktober 2024 door middel van bijgevoegd aanhangsel;

Overwegende dat dit aanhangsel moet worden goedgekeurd;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan het aanhangsel bij de subsidieovereenkomst tussen de gemeente Vorst en Leefmilieu Brussel voor het project “de moestuinen van de Neerstalsesteenweg”;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen om het voornoemde aanhangsel rechtsgeldig te ondertekenen.

1 annexe / 1 bijlage

9 **Développement Durable – Kaleidogarden – Convention de participation au parcours « Garden Tales » organisé par le CIVA.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège du 20 février 2020 d’approuver la création d’un jardin de plantes tinctoriales, le Kaléidogarden, dans le parc du Bempt sur le terrain situé entre la chaussée de Neerstalle et la ferme du Cairn;

Considérant que la commune s’est engagée sur la voie du développement durable ;

Considérant la mission de sensibilisation du service Développement Durable ;

Considérant l’intérêt pédagogique d’un jardin de plantes tinctoriales à destination du public forestois ;

Considérant qu’il y a lieu de faire connaître le Kaléidogarden aux Forestois ;

Considérant la proposition du CIVA d’inscrire le Kaléidogarden dans le parcours du « Garden tales » le 30 juin 2024 ;

Considérant que le Garden tales a comme objectif de faire parcourir aux publics bruxellois les parcs et jardins de la capitale en se divertissant ;

Considérant que la participation au parcours « Garden Tales » donnera de la visibilité au Kaleidogarden ;

Considérant que l’inscription au parcours du « Garden Tales » est gratuite ;

Considérant que l’ouverture du Kaléidogarden dans le cadre du « Garden Tales » se fera en collaboration avec l’asbl Nuances de plantes ;

Considérant la convention de participation ci-jointe;

DECIDE,

D'approuver la participation du Kaléidogarden au parcours « Garden Tales » le 30 juin 2024 ;

De désigner le Bourgmestre (ou son représentant) et la secrétaire communale pour signer la convention de participation ci-jointe.

Duurzame ontwikkeling – Kaleidogarden – Overeenkomst voor deelname aan het parcours 'Garden Tales' georganiseerd door CIVA.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van 20 februari 2020 tot goedkeuring van de aanleg van een tuin met verplanten, de Kaleidogarden, in het Bemptpark op het terrein tussen de Neerstalsesteenweg en de boerderij van Le Cairn;

Overwegende dat de gemeente zich inzet voor duurzame ontwikkeling;

Overwegende de opdracht rond sensibilisering van de dienst Duurzame Ontwikkeling;

Overwegende de pedagogische waarde van een verplantentuin voor de Vorstenaren;

Overwegende dat de Kaleidogarden beter bekend zou moeten worden gemaakt bij de Vorstenaren;

Overwegende het voorstel van CIVA om de Kaleidogarden op te nemen in het parcours van Garden Tales op 30 juni 2024;

Overwegende dat het doel van Garden Tales is om de Brusselaars mee te nemen op een gemakkelijke tocht door de parken en tuinen van de hoofdstad;

Overwegende dat deelname aan Garden Tales zichtbaarheid zal geven aan de Kaleidogarden;

Overwegende dat de opname in het parcours van Garden Tales gratis is;

Overwegende dat de opening van de Kaleidogarden in het kader van Garden Tales zal plaatsvinden in samenwerking met de vzw 'Nuances de plantes';

Overwegende de bijgevoegde overeenkomst;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de deelname van de Kaleidogarden aan het parcours van Garden Tales op 30 juni 2024;

De Burgemeester (of haar afgevaardigde) en de Gemeentesecretaris te machtigen om de bijgevoegde overeenkomst te ondertekenen.

1 annexe / 1 bijlage

Mobilité - Mobiliteit

10 Mobilité – Quartier Apaisé (CLM) Neerstalle – Convention de mise à disposition de subvention de la Région de Bruxelles-Capitale relative au quartier apaisé Neerstalle – Marquages cyclables.

LE CONSEIL,

Vu le Plan Régional de Mobilité approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 2021 ;

Vu l'action A.2 « Apaiser les quartiers » ;

Vu l'appel à candidatures lancé par Bruxelles Mobilité fin 2019 pour la mise en œuvre des premiers Contrats Locaux de Mobilité ;

Vu la décision du Collège en séance du 5 mars 2020 de répondre à l'appel de candidature de Bruxelles Mobilité en vue d'obtenir un Contrat Local de Mobilité, notamment pour la maille "Neerstalle" ;

Vu le courrier de Bruxelles Mobilité daté du 30 juin 2020 informant les communes de Forest et d'Uccle que la candidature déposée était retenue et sélectionnée par le Gouvernement pour l'année 2021 ;

Considérant que l'étude mobilité liée au Contrat Local de Mobilité du quartier apaisé Neerstalle a démarré début 2022 ;

Considérant que cette étude, menée par le consortium BRAT, 21 Solutions, et Arter est pilotée par Bruxelles Mobilité ;

Considérant qu'un comité d'accompagnement a été créé pour le suivi de cette étude et est composé notamment des services communaux des communes concernées, du SIAMU, des zones de police concernées, et de plusieurs services régionaux ;

Considérant que le consortium désigné par Bruxelles Mobilité a établi un diagnostic participatif qui a été élaboré sur base :

- d'une analyse quantitative : comptages à toutes les entrées et sorties de la maille Neerstalle et à certains carrefours-clés, analyse des données de trafic (floating car data), diagnostic ciblé sur les axes-clés ;
- d'une analyse qualitative des remarques :
 - des associations lors des séance de participation des 29 et 31 mars 2022,
 - des habitants présents lors de la session de participation en ligne le 25 avril 2022,
 - des habitants lors des permanences du mai 2022 dans l'espace public
 - en matinée : croisement Neerstalle/Zwartebeek
 - en après-midi : croisement Kersbeek/Dumonceau/Fléron,
 - de l'enquête en ligne disponible du 20 avril au 15 juin 2022 ;

Considérant que les comptes-rendus des réunions de participation ont été rendus disponible sur le site « Quartiers apaisés » et que ce site dédié est relayé par le site internet de la commune, afin qu'ils soient accessibles à tout public ;

Considérant les résultats du diagnostic participatif et reprenant les enjeux généraux, liés au trafic automobile, de cadre de vie, piétons et PMR, cyclables, transports publics, poids lourds et logistique ;

Considérant la présentation commune aux Collèges de Forest et d'Uccle en date du 27 septembre 2022 donnant les résultats du diagnostic et présentant les lieux-clés sur lesquels il est nécessaire d'agir afin de répondre aux objectifs du Plan Régional de Mobilité dont, notamment :

- l'apaisement de la maille Neerstalle
- la réduction du trafic de transit
- la réduction des vitesses
- l'amélioration du cadre de vie
- le renforcement des déplacements à pied, à vélo et en transports en commun
- tout en maintenant l'accessibilité du quartier

Considérant la méthodologie de participation citoyenne proposée lors de la présentation aux Collèges de Forest et d'Uccle en date du 27 septembre 2022 ;

Considérant que des ateliers de participation ont eu lieu le 7 décembre 2022 à Uccle et le 8 décembre 2022 à Forest, dont les comptes-rendus ont été rendus disponibles sur le site « Quartiers apaisés » et que ce site dédié est relayé par le site internet de la commune, afin qu'ils soient accessibles à tout public ;

Considérant qu'à la suite de ces ateliers, les résultats de la participation citoyenne ont permis d'alimenter le travail sur les fiches Actions du programme d'interventions ;

Considérant qu'à la suite de cette présentation, le Comité d'Accompagnement a été consulté afin de récolter les avis des acteurs clés tels que la STIB, le SIAMU, Bruxelles-Propreté, etc sur les fiches Actions ;

Considérant que les remarques des membres du CA sur les fiches présentées ont été prises en compte ;

Vu l'approbation des fiches d'interventions et du programme financier en séance du Collège des Bourgmestre et échevins du 29 juin 2023 ;

Considérant que suite à l'approbation des fiches d'interventions, la répartition financière est la suivante :

- 70.000,00 €, dédiés à la communication et l'évaluation du Quartier Apaisé Neerstalle
- 1.500.000 €, dédiés à l'exécution des travaux de réaménagement de la place Saint-Denis et de son parvis
- 1.275.275,00 €, dédiés aux aménagements repris dans les fiches d'interventions ;

Considérant que Bruxelles Mobilité a transmis une convention pour les prestations liées à la réalisation des marquages cyclables dans plusieurs voiries au sein du Quartier Apaisé Neerstalle ;

Considérant que cette convention est jointe au dossier ;

DECIDE:

D'adopter les conventions jointes au dossier entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest ;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assistée de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Mobiliteit – Autoluwe wijk (LMC) Neerstalle – Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de autoluwe wijk Neerstalle – Fietsmarkeringen.

DE RAAD,

Gelet op het Gewestelijk Mobiliteitsplan goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 25 maart 2021;

Gelet op actie A.2 “De wijken autoluw maken”;

Gelet op de oproep tot kandidaatstelling eind 2019 gelanceerd door Brussel Mobiliteit voor de uitvoering van de eerste Lokale Mobiliteitscontracten;

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 5 maart 2020 om in te gaan op de kandidatenoproep van Brussel Mobiliteit met het oog op het verkrijgen van een Lokaal Mobiliteitscontract, met name voor de maas “Neerstalle”;

Gelet op de brief van Brussel Mobiliteit van 30 juni 2020 waarin de gemeenten Vorst en Ukkel worden geïnformeerd dat de ingediende kandidatuur is aanvaard en geselecteerd door de regering voor het jaar 2021;

Overwegende dat de mobiliteitsstudie in verband met het Lokaal Mobiliteitscontract van de autoluwe wijk Neerstalle begin 2022 van start is gegaan;

Overwegende dat deze studie, uitgevoerd door het consortium BRAT, 21 Solutions en Arter, wordt geleid door Brussel Mobiliteit;

Overwegende dat er een begeleidingscomité werd opgericht voor de opvolging van deze studie dat met name bestaat uit gemeentediensten van de betrokken gemeenten, de DBDMH, de betrokken politiezones en verschillende gewestelijke diensten;

Overwegende dat het door Brussel Mobiliteit aangestelde consortium een participatieve diagnose heeft opgesteld op basis van:

- een kwantitatieve analyse: tellingen aan alle in- en uitgangen van de maas Neerstalle en op bepaalde belangrijke kruispunten, analyse van de verkeersgegevens (floating car data), diagnose gericht op de belangrijkste assen;
- een kwalitatieve analyse van de opmerkingen:
 - van verenigingen tijdens de participatieve sessies van 29 en 31 maart 2022,
 - van inwoners die aanwezig waren op de online participatieve sessie op 25 april 2022,
 - van inwoners tijdens de permanenties in mei 2022 in de openbare ruimte
 - in de voormiddag: kruising Neerstalle/Zwartebeek
 - in de namiddag: kruising Kersbeek/Dumonceau/Fléron,
 - van de online enquête die beschikbaar was van 20 april tot 15 juni 2022;

Overwegende dat de verslagen van de participatievergaderingen beschikbaar zijn gemaakt op de website “Autoluwe wijken” en dat deze site vermeld staat op de website van de gemeente, zodat de verslagen voor iedereen toegankelijk zijn;

Overwegende de resultaten van de participatieve diagnose, waarin de algemene uitdagingen in verband met het autoverkeer, de leefomgeving, voetgangers en PBM, fietsinfrastructuur, openbaar vervoer, vrachtwagens en logistiek uiteengezet zijn;

Overwegende de gezamenlijke presentatie aan de Colleges van Vorst en Ukkel op 27 september 2022, waarin de resultaten van de diagnose werden gegeven en de sleutelplaatsen werden voorgesteld waarvoor actie moet worden ondernomen om te voldoen aan de doelstellingen van het Gewestelijk Mobiliteitsplan, waaronder met name:

- het autoluw maken van de maas Neerstalle
- de beperking van het transitverkeer
- de beperking van de snelheid
- de verbetering van de leefomgeving
- de bevordering van verplaatsingen te voet, met de fiets en met het openbaar vervoer
- met behoud van de toegankelijkheid van de wijk

Overwegende de methodologie voor burgerparticipatie die tijdens de presentatie aan de Colleges van Vorst en Ukkel op 27 september 2022 werd voorgesteld;

Overwegende dat er participatieworkshops plaatsvonden op 7 december 2022 in Ukkel en op 8 december 2022 in Vorst, waarvan de verslagen beschikbaar zijn gemaakt op de website "Autoluwe wijken" en dat deze site vermeld staat op de website van de gemeente, zodat de verslagen voor iedereen toegankelijk zijn;

Overwegende dat na deze workshops de resultaten van de burgerparticipatie input leverden voor het werk aan de actiefiches van het interventieprogramma;

Overwegende dat na deze presentatie het begeleidingscomité werd geraadpleegd om de meningen van de belangrijkste actoren zoals de MIVB, de DBDMH, Net Brussel, ... over de actiefiches te verzamelen;

Overwegende dat er rekening werd gehouden met de opmerkingen van de leden van de raad van bestuur over de voorgelegde fiches;

Gelet op de goedkeuring van de actiefiches en het financieel programma tijdens de zitting van het College van Burgemeester en Schepenen op 29 juni 2023;

Overwegende dat na de goedkeuring van de actiefiches de financiële verdeling als volgt is:

- 70.000,00 € voor de communicatie over en de evaluatie van de autoluwe wijk Neerstalle
- 1.500.000 € voor de uitvoering van de heraanlegwerken van het Sint-Denijsplein en zijn voorplein
- 1.275.275,00 € voor de in de actiefiches opgenomen voorzieningen;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit een overeenkomst heeft overgemaakt voor het aanbrengen van fietsmarkeringen op meerdere wegen in de Autoluwe Wijk Neerstalle;

Overwegende dat deze overeenkomst bij het dossier is gevoegd;

BESLIST:

De bij het dossier gevoegde overeenkomsten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

2 annexes / 2 bijlagen

11 Mobilité – Convention de mise à disposition d'une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale de 66.870,30 € pour l'installation de stationnement vélo et dropzones.

LE CONSEIL,

Vu le Plan communal de Mobilité adopté par le Conseil Communal en séance du 20 septembre 2022 ;

Vu le plan vélo adopté par le Collège des Bourgmestres et Echevins à l'issue du processus BYPAD en sa séance du 22 août 2013 et par le Conseil Communal en séance du 10 septembre 2013 ;

Considérant qu'une offre de parking vélo sécurisé est un élément favorisant l'utilisation de ce mode de transport ;

Considérant la demande importante de stationnement vélos sécurisés sur le territoire communal ;

Considérant la demande importante de stationnement pour trottinettes sur le territoire communal ;

Vu la décision du Conseil Communal du 26 janvier 2021 approuvant la convention d'adhésion à la centrale d'achat (Référence PB.A20-794) « Agence du stationnement – Marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien des dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos » ;

Considérant que dans le catalogue de soutien régional aux actions communales de mobilité, il est prévu que la Région finance :

- l'installation de places de stationnement sécurisées / non sécurisées, moyennant un accord en ce qui concerne les opportunités et le choix des infrastructures cyclistes ;
- l'installation de dropzones, moyennant un accord en ce qui concerne les opportunités et le choix des emplacements ;

Vu l'email de Bruxelles Mobilité du 2 avril 2024 accordant un subside à la commune de Forest quant à l'achat de dispositifs d'infrastructure et d'équipements vélo et de dropzones;

Considérant que Bruxelles mobilité et le collège ont validé les emplacements suivants (installation de 53 dropzones) :

- Rue Alfred Orban 27,
- Rue des Alliés 97,
- Rue des Alliés 111,
- Rue des Alliés 235,
- Rue André Baillon 42,
- Place de l'Altitude Cent 34,
- Rue de Berkendael 93,
- Avenue Besme (chemin d'accès vers le parc),
- Rue Bollinckx (# Bd de l'Humanité),
- Rue de Bourgogne 48,
- Rue de Bourgogne 58,
- Avenue Clémentine,
- Avenue Général Dumonceau 56,
- Rue du Feu 11,
- Rue de Fierlant 29,
- Avenue Gabriel Fauré,
- Rue Georges Leclercq 98,
- Rue Georges Leclercq 115,
- Rue Georges Leclercq 47,
- Rue des Glands 53,
- Avenue du Globe 42,
- Avenue du Globe 57,
- Avenue du Globe 74,
- Avenue du Globe 74 (en face),
- Rue de l'Imprimerie 5,
- Avenue Jupiter 192,
- Avenue Kersbeek 252,
- Avenue Kersbeek 277,
- Rue Joseph Bens 191,
- Rue Marconi 167,
- Rue Marconi 167 (en face),
- Rue Marconi 34,

- Rue Marconi 47,
- Rue de Mérode 279 (côté place),
- Rue de Mérode 277 (côté place),
- Avenue Molière (hôpital),
- Rue Pierre Decoster 35,
- Rue Pierre Decoster 58,
- Rue Pierre Decoster 71,
- Rue Roosendael en face du 190,
- Rue de la Soierie (entre le chemin de fer et le Ring),
- Rue de la Soierie (côté Bd de la 2ème armée Britannique),
- Avenue Saint-Augustin 2,
- Avenue Stuart Merrill 222,
- Rue du Tournoi 45,
- Avenue des tropiques 46,
- Avenue de la Verrerie 43A,
- Avenue de la Verrerie 100,
- Rue Vaes (le long du 273 rue de Mérode),
- Rue Félix Waefelaer 18,
- Rue Henri Maubel en face du 106,
- Rue Berkendael en face du 141,
- Chaussée de Bruxelles face 362 ;

Considérant la convention jointe au dossier ;

DECIDE :

D’adopter la convention jointe au dossier, entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Mobiliteit – Overeenkomst van terbeschikkingstelling van een toelage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 66.870,30 € voor de installatie van fietsstallingen en dropzones.

DE RAAD,

Gelet op het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 20 september 2022;

Gelet op het fietsplan aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen na afloop van het proces BYPAD in zitting van 22 augustus 2013 en door de Gemeenteraad in zitting van 10 september 2013;

Overwegende dat een aanbod aan beveiligde fietsparkings een element is dat het gebruik van deze vervoerswijze zal stimuleren;

Gelet op de aanzienlijke vraag naar beveiligde fietsstallingen op het gemeentelijke grondgebied;

Gelet op de aanzienlijke vraag naar parkeerplaatsen voor deelsteps op het gemeentelijke grondgebied;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 januari 2021 tot goedkeuring van de overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale (Kenmerk PB.A20-794) “Parkeeragentschap – Overheidsopdracht voor diensten en leveringen betreffende de levering, de

installatie, de instandhouding en het onderhoud van de fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsparkings”;

Overwegende dat in de catalogus van gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteitsacties voorzien is dat het Gewest:

- de installatie van beveiligde / niet-beveiligde parkeerplaatsen financiert, mits een akkoord wat betreft de opportuniteiten en de keuze van de fietsinfrastructuren;
- de installatie van dropzones financiert, mits een akkoord wat betreft de opportuniteiten en de keuze van de locaties;

Gelet op de e-mail van Brussel Mobiliteit van 2 april 2024 waarin een subsidie wordt toegekend aan de gemeente Vorst voor de aankoop van voorzieningen voor fietsinfrastructuur en -uitrustingen en voor dropzones;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit en het College de volgende locaties hebben goedgekeurd (installatie van 53 dropzones):

- Alfred Orbanstraat 27,
- Bondgenotenstraat 97,
- Bondgenotenstraat 111,
- Bondgenotenstraat 235,
- André Baillonstraat 42,
- Hoogte Honderdplein 34,
- Berkendaalstraat 93,
- Besmelaan (toegang naar het park)
- Bollinckxstraat (# Humaniteitslaan),
- Boergondiëstraat 48,
- Boergondiëstraat 58,
- Clementinalaan,
- Generaal Dumonceaulaan 56,
- Vuurstraat 11,
- de Fierlantstraat 29,
- Gabriel Faurélaan,
- Georges Leclercqstraat 98,
- Georges Leclercqstraat 115,
- Georges Leclercqstraat 47,
- Eikelstraat 53,
- Globelaan 42,
- Globelaan 57,
- Globelaan 74,
- Globelaan tegenover 74,
- Drukkerijstraat 5,
- Jupiterlaan 192,
- Kersbeeklaan 252,
- Kersbeeklaan 277,
- Joseph Bensstraat 191,
- Marconistraat 167,
- Marconistraat tegenover 167,
- Marconistraat 34,
- Marconistraat 47,
- de Merodestraat 279 (kant plein),
- de Merodestraat 277 (kant plein),
- Molièrelaan (ziekenhuis),

- Pierre Decosterstraat 58,
- Pierre Decosterstraat 35,
- Pierre Decosterstraat 71,
- Roosendaalstraat tegenover 190,
- Zijdeweeverijstraat (tussen de spoorweg en de Ring),
- Zijdeweeverijstraat (kant van Britse Tweedelegerlaan),
- Sint-Augustinuslaan 2,
- Stuart Merrillaan 222,
- Steekspelstraat 45,
- Keerkringenlaan 46,
- Glasblazerijlaan 43A,
- Glasblazerijlaan 100,
- Vaesstraat (langs De Merodestraat 273),
- Félix Waefelaerstraat 18,
- Henri Maubelstraat tegenover 106,
- Berkendaalstraat tegenover 141,
- Brusselsesteenweg tegenover 362;

Overwegende de overeenkomst toegevoegd aan het dossier;

BESLIST:

De overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst, aan te nemen;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de overeenkomst.

2 annexes / 2 bijlagen

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Recrutements et carrières - Aanwervingen en loopbanen

12 Personnel – Secrétaire communal – Règlement de promotion et de recrutement.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'art. 25 §1^{er}, qui prévoit que le secrétaire communal est nommé aux conditions fixées conformément à son art. 145 ou désigné dans un mandat conformément à l'art. 69 ;

Considérant qu'une désignation sous mandat est de nature à diminuer l'attractivité de l'emploi et, dès lors, à réduire le nombre de candidatures intéressantes pour cet emploi nécessaire au fonctionnement de toute administration communale, d'autant plus au vu des strictes exigences des conditions de bilinguisme, à laquelle ni la Loi ni la jurisprudence constante du Conseil d'état ne permet de dérogation, ne fut-ce que d'ordre temporaire ;

Vu l'art. 145 §1^{er} de la Nouvelle Loi communale, qui prévoit que le Conseil communal fixe les conditions de recrutement et de promotion du personnel ;

Vu sa décision du 9 septembre 2014 fixant les conditions d'accès au grade de secrétaire communal, en la réservant à la promotion au grand choix parmi les agents du grade de secrétaire d'administration ou supérieur ;

Considérant qu'au vu du profil spécifique demandé pour l'emploi de Secrétaire communal, il est judicieux d'élargir le nombre de candidatures potentielles en d'ouvrant l'accès à cet emploi également aux candidatures en recrutement ;

Considérant que, puisque les procédures de promotion et recrutement seront dès lors organisées conjointement et qu'il convient de soumettre les candidats tant en recrutement et en promotion au même programme d'examen, il y a lieu de fixer un nouveau programme d'examen, étant donné que les candidatures en recrutement peuvent difficilement faire l'objet d'une procédure de promotion au grand choix ;

Considérant par contre qu'il est également judicieux de ne pas entrer dans l'autre extrême et d'admettre trop de candidatures, et qu'il convient dès lors de limiter l'accès au grade par voie de promotion désormais aux agents titulaires du grade d'attaché principal ou supérieur ;

Vu le protocole N° 496, par lequel l'autorité du centre public d'action sociale marque son accord et les délégations syndicales représentatives leur désaccord quant au projet soumis aujourd'hui pour délibération ;

DECIDE,

D'abroger sa décision du 9 septembre 2014 réservant l'accès au grade de Secrétaire communale à la promotion au grand choix ;

D'adopter le règlement fixant les conditions d'accès à l'emploi de Secrétaire Communal par voie de promotion ou de recrutement présenté en annexe.

Personeel – Gemeentesecretaris – Bevorderings- en aanwervingsreglement.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 25 §1, dat voorziet dat de gemeentesecretaris wordt benoemd met inachtneming van de voorwaarden bepaald overeenkomstig artikel 145 of aangewezen in een mandaat overeenkomstig artikel 69;

Overwegende dat een aanwijzing per mandaat van dien aard is dat ze de aantrekkelijkheid van de betrekking vermindert en zodoende het aantal interessante kandidaatstellingen voor deze voor de werking van ieder gemeentebestuur noodzakelijke betrekking verkleint, te meer gezien de strikte vereisten inzake tweetaligheid, waarvoor noch de Wet noch de vaste rechtspraak van de Raad van State uitzonderingen toelaat, zelfs niet indien deze van tijdelijke aard zijn;

Gelet op art. 145 §1 van de Nieuwe Gemeentewet, dat voorziet dat de Gemeenteraad de voorwaarden inzake werving en bevordering van het personeel vastlegt;

Gelet op zijn beslissing van 9 september 2014 tot vastlegging van de toelatingsvoorwaarden voor de graad van gemeentesecretaris, waarbij deze betrekking voorbehouden werd door bevordering door ruime keuze onder de personeelsleden met de graad van bestuurssecretaris of hoger;

Overwegende dat het, gezien het specifieke profiel dat voor de betrekking van Gemeentesecretaris gevraagd wordt, aangewezen is het aantal potentiële kandidaatstellingen uit te breiden door de toegang tot deze betrekking tevens te openen voor kandidaatstellingen via aanwerving;

Overwegende dat, aangezien de bevorderings- en aanwervingsprocedures zodoende gezamenlijk zullen worden georganiseerd en het aangewezen is de kandidaten in aanwerving en bevordering aan

hetzelfde examenprogramma te onderwerpen, er een nieuw examenprogramma dient te worden vastgelegd, daar kandidaatstellingen via aanwerving bezwaarlijk het voorwerp kunnen uitmaken van een bevorderingsprocedure door ruime keuze;

Overwegende daarentegen dat het tevens oordeelkundig is niet in het tegenovergestelde uiterste te vervallen en te veel kandidaatstellingen toe te laten, en dat het dientengevolge aangewezen is de toelating tot de graad via bevordering voortaan te beperken tot personeelsleden die houder zijn van de graad van eerstaanwezend attaché of hoger;

Gelet op protocol nr. 496, waarin de overheid van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn aangeeft in te stemmen en de representatieve vakbonden aangeven niet in te stemmen met het ontwerp dat vandaag ter beraadslaging voorligt;

BESLIST

Zijn beslissing van 9 september 2014, waarbij de toelating tot de graad van Gemeentesecretaris werd voorbehouden voor bevordering door ruime keuze, op te heffen;

Het reglement betreffende de toelatingsvoorwaarden voor de betrekking van Gemeentesecretaris door middel van bevordering of aanwerving, voorgelegd in bijlage, aan te nemen.

4 annexes / 4 bijlagen

13 **Personnel - Règlement des congés du personnel contractuel – Congé de maladie – Modification (jours d'incapacité ne nécessitant pas de certificat médical).**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'art. 145 §1 ;

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment les articles 20ter, §4 et 29, §1 ;

Vu le règlement des congés applicable au personnel contractuel, adopté en séance du 26 juin 2001 et ses modifications ultérieures, en particulier son chapitre VIII « Congé de maladie », section 1^{ère} « Congé de maladie et/ou infirmité », article 5, qui prévoit que les agents contractuels sont dispensés d'introduire un certificat médical pour une absence pour cause de maladie d'un seul jour, tout en limitant cette dispense à un jour par trimestre ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'art. 31 § 2/1, introduite par l'art. 2 de la loi du 30 octobre 2022 portant des dispositions diverses relatives à l'incapacité de travail :

« [...] le travailleur n'est pas tenu, trois fois par année calendrier, de produire un certificat médical pour le premier jour d'une incapacité de travail. Le cas échéant, il communique immédiatement à l'employeur l'adresse où il séjourne durant ce premier jour d'incapacité de travail, à moins que cette adresse correspond à sa résidence habituelle connue de l'employeur. »

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'adapter l'article précité du règlement des congés applicable au personnel contractuel, afin de supprimer, d'une part, la disposition selon laquelle cette dispense d'introduction de certificat médical serait limitée à un seul jour par trimestre, et, d'autre part, la mention selon laquelle il ne devra s'agir de maladies ne durant qu'une seule journée ;

Considérant également qu'il est judicieux de maintenir le régime de quatre jours de dispense au lieu de trois jours ;

Vu le protocole d'accord n° 486bis conclu entre les autorités et les organisations syndicales

représentatives en date du 3 juillet 2023 ;

DECIDE,

De modifier l'article 5 de la section 1^{ère} « Congé de maladie et/ou infirmité » du chapitre VIII « Congé de maladie » du règlement des congés applicable au personnel contractuel comme suit :

Ancienne version :

ARTICLE 5

Tout membre du personnel absent pour cause de maladie ou d'infirmité est tenu de transmettre un certificat médical à son supérieur hiérarchique au plus tard le 2^{ème} jour ouvrable (cc 27/04/04 – MRBC 22/06/04) de l'absence, sauf cas de force majeure.

En cas d'envoi postal, le cachet fait foi.

Si l'incapacité ne dure qu'un jour, l'agent se présente au travail le lendemain matin, porteur dudit document.

Le chef de service concerné doit transmettre le certificat médical au service du personnel dans les 24 heures.

(cc 27/04/04 – MRBC 22/06/04) Nonobstant ce qui précède, le travailleur qui est malade pour une durée d'un jour (le vendredi compte pour un jour) ne doit pas produire de certificat médical. (CC 13/9/2016 – MRBC) Cette disposition est limitée à un jour par trimestre soit au total quatre jours par année civile. Les jours de maladie sans certificat ne pourront pas être accumulés dans la mesure où un seul jour est octroyé par trimestre et sera perdu, qu'il en ait été fait usage ou non, à l'issue du trimestre.

Nouvelle version :

ARTICLE 5

Tout membre du personnel absent pour cause de maladie ou d'infirmité est tenu de transmettre un certificat médical à son supérieur hiérarchique au plus tard le 2^{ème} jour ouvrable (cc 27/04/04 – MRBC 22/06/04) de l'absence, sauf cas de force majeure.

En cas d'envoi postal, le cachet fait foi.

Si l'incapacité ne dure qu'un jour, l'agent se présente au travail **le jour de travail suivant ladite incapacité**, porteur dudit document.

Le chef de service concerné doit transmettre le certificat médical au département du Personnel et des Ressources humaines dans les 24 heures.

Nonobstant ce qui précède, l'agent qui est en incapacité de travail n'est pas obligé de produire de certificat pour les incapacités de travail ne dépassant pas la durée d'un seul jour ni pour le premier jour de son incapacité. Cette disposition est limitée à quatre jours par année civile. Les jours d'incapacité ne pourront pas être accumulés dans la mesure où ils sont limités à quatre par an et qu'ils seront perdus, qu'il en ait été fait usage ou non, à l'issue de l'année civile.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van het contractuele personeel – Ziekteverlof (ziektedagen waarvoor geen medisch attest vereist is).

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 145, §1;

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid artikelen 20ter, §4 en 29, §1;

Gelet op het verlofreglement dat van toepassing is op het contractuele personeel, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid hoofdstuk VIII ‘Ziekteverlof’, afdeling 1 ‘Verlof voor ziekte en/of gebrekkigheid’, artikel 5, dat voorziet dat de contractuele personeelsleden niet verplicht zijn een medisch attest in te dienen voor een afwezigheid wegens ziekte van één enkele dag, waarbij deze vrijstelling echter beperkt wordt tot één dag per trimester;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid artikel 31 §2/1, ingevoerd per artikel 2 van de wet van 30 oktober 2022 houdende diverse bepalingen betreffende arbeidsongeschiktheid:

“[...] de werknemer [is] er driemaal per kalenderjaar niet toe gehouden een geneeskundig getuigschrift voor te leggen voor de eerste dag van een arbeidsongeschiktheid. In voorkomend geval deelt hij de werkgever onmiddellijk mee op welk adres hij zal verblijven tijdens deze eerste dag van arbeidsongeschiktheid, tenzij dit adres overeenstemt met zijn gewoonlijke verblijfplaats die bij de werkgever gekend is”;

Overwegende bijgevolg dat het aangewezen is voornoemd artikel van het verlofreglement dat van toepassing is op de contractuele personeelsleden, aan te passen, teneinde enerzijds de beperking van deze vrijstelling van het indienen van een medisch attest tot één dag per trimester en anderzijds de vermelding volgens dewelke het slechts om perioden van arbeidsongeschiktheid van één dag kan gaan, af te schaffen;

Overwegende dat het aangewezen is het stelsel van vier dagen vrijstelling in plaats van drie te behouden;

Gelet op protocolakkoord nr. 486bis gesloten tussen de overheden en de representatieve vakorganisaties op 3 juli 2023;

BESLIST

Artikel 5 van de afdeling I ‘Ziekte voor ziekte en/of gebrek’ van hoofdstuk VIII ‘Ziekteverlof’ van het verlofreglement dat van toepassing is op het contractuele personeel, als volgt te wijzigen:

Vroegere tekst:

ARTIKEL 5

Elk personeelslid afwezig wegens ziekte of gebrekkigheid moet een ziektegetuigschrift indienen bij zijn hiërarchische overste ten laatste de 2^e dag van de afwezigheid, tenzij in geval van overmacht.

Indien het verstuurd wordt per post, geldt de stempel als bewijs.

Indien de ongeschiktheid één dag duurt, komt de agent de daaropvolgende dag naar zijn werk, in het bezit van het vereiste getuigschrift.

Het diensthoofd van de betrokken dienst moet het getuigschrift binnen de 24 uren versturen naar de personeelsdienst. (GR 27/10/04 – MBHG 22/06/04) Niettegenstaande hetgeen voorafgaat, moet de agent die slechts één dag ziek is, geen medisch getuigschrift voorleggen (de vrijdag telt voor een hele dag). Deze schikking is beperkt tot één dag per trimester d.w.z. in totaal vier dagen per kalenderjaar. De ziektedagen zonder medisch getuigschrift mogen niet geaccumuleerd worden in de mate waarin er één enkele dag per trimester toegekend wordt en na afloop van het trimester verloren is, ongeacht of er al dan niet gebruik van werd gemaakt. (GR 13/09/2016 – MBHG verstrijken termijn)

Nieuwe tekst:

ARTIKEL 5

Elk personeelslid afwezig wegens ziekte of gebrekkigheid moet een ziektegetuigschrift indienen bij zijn hiërarchische overste ten laatste de 2^e dag van de afwezigheid, tenzij in geval van overmacht.

Indien het verstuurd wordt per post, geldt de stempel als bewijs.

Indien de ongeschiktheid één dag duurt, komt de agent **de daaropvolgende werkdag** naar zijn werk, in het bezit van het vereiste getuigschrift.

Het diensthoofd van de betrokken dienst moet het getuigschrift binnen de 24 uren versturen naar de personeelsdienst. (GR 27/10/04 – MBHG 22/06/04)

Niettegenstaande hetgeen voorafgaat, moet het personeelslid geen medisch getuigschrift voorleggen voor de arbeidsongeschiktheden die niet langer zijn dan een enkele dag noch voor de eerste dag van zijn arbeidsongeschiktheid. Deze bepaling is beperkt tot vier dagen per burgerlijk jaar. De ziektedagen zonder medisch getuigschrift mogen niet geaccumuleerd worden in de mate waarin ze beperkt zijn tot vier per jaar en na afloop van het burgerlijk jaar verloren worden, ongeacht of er al dan niet gebruik van werd gemaakt.

1 annexe / 1 bijlage

14 **Personnel – Règlement des congés du personnel statutaire et en stage – Congé de maladie – Modification (jours d'incapacité ne nécessitant pas de certificat médical).**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'art. 119 ;

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment les articles 20ter, §4 et 29, §1^{er} ;

Vu le règlement des congés applicable au personnel statutaire et en stage, adopté en séance du 26 juin 2001, et ses modifications ultérieures, en particulier son chapitre VIII « Congé de maladie », section Ière « Congé de maladie et/ou infirmité », article 7, qui prévoit que les agents statutaires sont dispensés d'introduire un certificat médical pour une absence pour cause de maladie d'un seul jour, tout en limitant cette dispense à un jour par trimestre ;

Considérant que cette même disposition est reprise dans le règlement des congés applicable au personnel contractuel ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'art. 31 § 2/1, introduite par l'art. 2 de la loi du 30 octobre 2022 portant des dispositions diverses relatives à l'incapacité de travail :

« [...] le travailleur n'est pas tenu, trois fois par année calendrier, de produire un certificat médical pour le premier jour d'une incapacité de travail. Le cas échéant, il communique immédiatement à l'employeur l'adresse où il séjourne durant ce premier jour d'incapacité de travail, à moins que cette adresse corresponde à sa résidence habituelle connue de l'employeur. »

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'adapter l'article précité du règlement des congés applicable au personnel contractuel afin de supprimer, d'une part, la disposition selon laquelle cette dispense d'introduction de certificat médical serait limitée à un seul jour par trimestre, et, d'autre part, la mention selon laquelle il ne devra s'agir de périodes d'incapacité de travail ne durant qu'une seule journée ;

Considérant également qu'il est judicieux de maintenir le régime de quatre jours de dispense au lieu de trois jours ;

Considérant qu'il y a également lieu d'assurer une équité de traitement entre les agents contractuels et statutaires et, de ce fait, d'adapter le règlement des congés applicable aux agents statutaires en conséquence ;

Vu le protocole d'accord n° 486 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 3 juillet 2023 ;

DECIDE,

De modifier l'article 5 de la section 1^{ère} « Congé de maladie et/ou infirmité » du chapitre VIII « Congé de maladie » du règlement des congés applicable au personnel statutaire et en stage comme suit :

Ancienne version :

ARTICLE 7

Tout membre du personnel absent pour cause de maladie ou d'infirmité est tenu de transmettre un certificat médical à son supérieur hiérarchique au plus tard le 2^{ème} jour ouvrable (cc 27/04/04 – MRBC 22/06/04) de l'absence, sauf cas de force majeure.

En cas d'envoi postal, le cachet fait foi.

Si l'incapacité ne dure qu'un jour, l'agent se présente au travail le lendemain matin, porteur dudit document.

Le chef de service concerné doit transmettre le certificat médical au service du personnel dans les 24 heures.

(cc 27/04/04 – MRBC 22/06/04) Nonobstant ce qui précède, le travailleur qui est malade pour une durée d'un jour (le vendredi compte pour un jour) ne doit pas produire de certificat médical. (cc 13/9/2016 – MRBC) Cette disposition est limitée à un jour par trimestre soit au total quatre jours par année civile. Les jours de maladie sans certificat ne pourront pas être accumulés dans la mesure où un seul jour est octroyé par trimestre et sera perdu, qu'il en ait été fait usage ou non, à l'issue du trimestre.

Nouvelle version :

ARTICLE 7

Tout membre du personnel absent pour cause de maladie ou d'infirmité est tenu de transmettre un certificat médical à son supérieur hiérarchique au plus tard le 2^{ème} jour ouvrable (cc 27/04/04 – MRBC 22/06/04) de l'absence, sauf cas de force majeure.

En cas d'envoi postal, le cachet fait foi.

Si l'incapacité ne dure qu'un jour, l'agent se présente au travail **le jour de travail suivant ladite incapacité**, porteur dudit document.

Le chef de service concerné doit transmettre le certificat médical au département du Personnel et des Ressources humaines dans les 24 heures.

Nonobstant ce qui précède, l'agent qui est en incapacité de travail n'est pas obligé de produire de certificat pour les incapacités de travail ne dépassant pas la durée d'un seul jour ni pour le premier jour de son incapacité. Cette disposition est limitée à quatre jours par année civile. Les jours d'incapacité ne pourront pas être accumulés dans la mesure où ils sont limités à quatre par an et qu'ils seront perdus, que l'agent en ait été fait usage ou non, à l'issue de l'année civile.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de personeelsleden in stage – Ziekteverlof (ziektedagen waarvoor geen medisch attest vereist is).

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 119;

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid artikelen 20ter, §4 en 29, §1;

Gelet op het verlofreglement dat van toepassing is op het vastbenoemde personeel en de personeelsleden in stage, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid hoofdstuk VIII ‘Ziekteverlof’, afdeling 1 ‘Verlof voor ziekte en/of gebrekkigheid’, artikel 7, dat voorziet dat de statutaire personeelsleden niet verplicht zijn een medisch attest in te dienen voor een afwezigheid wegens ziekte van één enkele dag, waarbij deze vrijstelling echter beperkt wordt tot één dag per trimester;

Overwegende dat diezelfde bepaling opgenomen is in het verlofreglement dat van toepassing is op de contractuele personeelsleden;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid artikel 31 §2/1, ingevoerd per artikel 2 van de wet van 30 oktober 2022 houdende diverse bepalingen betreffende arbeidsongeschiktheid:

“[...] de werknemer [is] er driemaal per kalenderjaar niet toe gehouden een geneeskundig getuigschrift voor te leggen voor de eerste dag van een arbeidsongeschiktheid. In voorkomend geval deelt hij de werkgever onmiddellijk mee op welk adres hij zal verblijven tijdens deze eerste dag van arbeidsongeschiktheid, tenzij dit adres overeenstemt met zijn gewoonlijke verblijfplaats die bij de werkgever gekend is”;

Overwegende bijgevolg dat het aangewezen is voornoemd artikel van het verlofreglement dat van toepassing is op de contractuele personeelsleden, aan te passen, teneinde enerzijds de beperking van deze vrijstelling van het indienen van een medisch attest tot één dag per trimester en anderzijds de vermelding volgens dewelke het slechts om perioden van arbeidsongeschiktheid van één dag kan gaan, af te schaffen;

Overwegende dat het aangewezen is het stelsel van vier dagen vrijstelling in plaats van drie te behouden;

Overwegende dat het tevens aangewezen is een gelijke behandeling tussen contractuele en statutaire personeelsleden te verzekeren en zodoende het verlofreglement dat van toepassing is op de statutaire personeelsleden dienovereenkomstig aan te passen;

Gelet op protocolakkoord nr. 486bis gesloten tussen de overheden en de representatieve vakorganisaties op 3 juli 2023;

BESLIST

Artikel 5 van de afdeling I ‘Ziekte voor ziekte en/of gebrek’ van hoofdstuk VIII ‘Ziekteverlof’ van het verlofreglement dat van toepassing is op de statutaire personeelsleden en de personeelsleden in stage als volgt te wijzigen:

Vroegere tekst :

ARTIKEL 7

Elk personeelslid afwezig wegens ziekte of gebrekkigheid moet een ziektegetuigschrift indienen bij zijn hiërarchische overste ten laatste de 2^e dag van de afwezigheid, tenzij in geval van overmacht.

Indien het verstuurd wordt per post, geldt de stempel als bewijs.

Indien de ongeschiktheid één dag duurt, komt de agent de daaropvolgende dag naar zijn werk, in het bezit van het vereiste getuigschrift.

Het diensthoofd van de betrokken dienst moet het getuigschrift binnen de 24 uren versturen naar de personeelsdienst. (GR 27/10/04 – MBHG 22/06/04)

Niettegenstaande hetgeen voorafgaat, moet de agent die slechts één dag ziek is, geen medisch getuigschrift voorleggen (de vrijdag telt voor een hele dag). Deze schikking is beperkt tot één dag per trimester d.w.z. in totaal vier dagen per kalenderjaar. De ziektedagen zonder medisch getuigschrift mogen niet geaccumuleerd worden in de mate waarin er één enkele dag per trimester toegekend wordt en na afloop van het trimester verloren is, ongeacht of er al dan niet gebruik van werd gemaakt. (GR 13/09/2016 – MBHG verstrijken termijn).

Nieuwe tekst :

ARTIKEL 7

Elk personeelslid afwezig wegens ziekte of gebrekkigheid moet een ziektegetuigschrift indienen bij zijn hiërarchische overste ten laatste de 2^e dag van de afwezigheid, tenzij in geval van overmacht.

Indien het verstuurd wordt per post, geldt de stempel als bewijs.

Indien de ongeschiktheid één dag duurt, komt de agent **de daaropvolgende werkdag** naar zijn werk, in het bezit van het vereiste getuigschrift.

Het diensthoofd van de betrokken dienst moet het getuigschrift binnen de 24 uren versturen naar de personeelsdienst. (GR 27/10/04 – MBHG 22/06/04)

Niettegenstaande hetgeen voorafgaat, moet het personeelslid geen medisch getuigschrift voorleggen voor de arbeidsongeschiktheden die niet langer zijn dan een enkele dag noch voor de eerste dag van zijn arbeidsongeschiktheid. Deze bepaling is beperkt tot vier dagen per burgerlijk jaar. De ziektedagen zonder medisch getuigschrift mogen niet geaccumuleerd worden in de mate waarin ze beperkt zijn tot vier per jaar en na afloop van het burgerlijk jaar verloren worden, ongeacht of er al dan niet gebruik van werd gemaakt.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

15 Marchés publics - MP-2023-T-016 - Crèche Les Petits Matelots : Escalier de secours et

aménagement d'une voie d'évacuation extérieure – Révision du mode de financement.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 1^{er} juin 2023 relative à l'approbation des conditions, du mode de passation, de l'estimation du marché « Crèche Les Petits Matelots : Escalier de secours et aménagement d'une voie d'évacuation extérieure » ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 juillet 2023 relative à l'attribution du marché « Crèche Les Petits Matelots : Escalier de secours et aménagement d'une voie d'évacuation extérieure » à l'entreprise avec la seule offre régulière (sur base du prix), à savoir BAKS BVBA, Lochtemanweg 112 à 3550 Heusden-Zolder pour le montant d'offre contrôlé de € 83.055,00 hors TVA ou € 100.496,55, 21% TVA comprise, soit € 110.546,20, TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 844/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 ;

Considérant que, postérieurement au lancement du marché, une demande d'octroi de subsides a été introduite auprès de la Commission communautaire française dans le cadre du soutien de l'accueil de l'enfance ;

Vu la décision définitive d'octroi de la subvention de la Commission communautaire française en date du 12 mars 2024 ;

Considérant qu'il convient de compléter le mode de financement initialement prévu, à savoir un emprunt à charge de la commune, par un subside de la Commission communautaire française d'un montant de 32.800,00 € (article de recette : 844/665-52/03) ;

DECIDE:

Art 1 : De financer la dépense relative au marché « Crèche Les Petits Matelots : Escalier de secours et aménagement d'une voie d'évacuation extérieure » par un subside de la Commission communautaire française dans le cadre du soutien de l'accueil de l'enfance d'un montant de 32.800,00 €, le solde restant par un emprunt à charge de la commune ;

Art 2 : D'inscrire la recette de 32.800,00 € à l'article 844/665-52/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 lors de la prochaine modification budgétaire.

Overheidsopdrachten – MP-2023-T-016 – Kinderdagverblijf Les Petits Matelots: noodtrap en inrichting van een externe evacuatiweg – Herziening van de financieringswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, § 1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 140.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 juni 2023 betreffende de goedkeuring van de lastvoorwaarden, de raming en de plaatsingsprocedure van de opdracht “Kinderdagverblijf Les Petits Matelots: noodtrap en inrichting van een externe evacuatiweg”;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 juli 2023 betreffende de gunning van de opdracht “Kinderdagverblijf Les Petits Matelots: noodtrap en inrichting van een externe evacuatiweg” aan de firma met de enige regelmatige offerte (op basis van de prijs), zijnde BAKS BVBA, Lochtemanweg 112 te 3550 Heusden-Zolder, tegen het nagerekende offertebedrag van € 83.055,00 excl. btw of € 100.496,55 incl. 21% btw; zijnde € 110.546,20, btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 844/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2023;

Overwegende dat na het uitschrijven van de opdracht een aanvraag tot toekenning van subsidies is ingediend bij de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van de ondersteuning van de kinderopvang;

Gelet op de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie van de Franse Gemeenschapscommissie d.d. 12 maart 2024;

Overwegende dat de aanvankelijk voorziene financieringswijze, namelijk een lening ten laste van de gemeente, moet worden aangevuld met een subsidie van de Franse Gemeenschapscommissie t.b.v. € 32.800,00 (artikel van ontvangst: 844/665-52/03);

BESLIST:

Art 1 : De uitgave met betrekking tot de opdracht “Kinderdagverblijf Les Petits Matelots: noodtrap en inrichting van een externe evacuatiweg” te financieren door een subsidie van de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van de ondersteuning van de kinderopvang t.b.v. € 32.800,00 en het overblijvende saldo door een lening ten laste van de gemeente.

Art 2 : De ontvangst van € 32.800,00 in te schrijven op artikel 844/665-52/03 van de buitengewone

16 **Marchés publics - MP-2024-S-003 - Mission de conseil et d'étude de techniques spéciales et de la PEB dans divers bâtiments communaux (2024-2026) - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que le Service Travaux réalise des travaux en interne et prépare des dossiers de demande de subsides ;

Considérant qu'il est nécessaire de recourir dans certains projets/travaux aux conseils d'un ingénieur de techniques spéciales et un conseiller PEB ;

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser des notes et des calculs dans le domaine d'énergie (techniques spéciales et PEB) dans le cadre de demandes de subsides ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 18.595,00 hors TVA ou € 22.500,00, 21% TVA comprise pour 3 ans, soit 7.500,00 € TTC pour un an;

Considérant que le budget 2024 n'a pas encore été voté par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 19 décembre 2023 autorisant la disposition des trois premiers douzièmes provisoires 2024 ;

Considérant que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'AR du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 mars 2024 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-S-003 - Mission de conseil et d'étude de techniques spéciales et de la PEB dans divers bâtiments communaux (2024-2026)», pour un montant global estimé à € 18.595,00 hors TVA ou € 22.500,00, 21% TVA comprise pour 3 ans, soit 7.500,00 € TTC pour un an;

Considérant que les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits à l'article 138/122-02/03 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 et feront l'objet d'une proposition au conseil communal d'inscription à l'article 138/122-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2025 et 2026;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins 21 mars 2024 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-S-003 - Mission de conseil et d'étude de techniques spéciales et de la PEB dans divers bâtiments communaux (2024-2026)», pour un montant global estimé à € 18.595,00 hors TVA ou € 22.500,00, 21% TVA comprise pour 3 ans, soit 7.500,00 € TTC pour un an, que les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits à l'article 138/122-02/03 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 et feront l'objet d'une proposition au conseil communal d'inscription à l'article 138/122-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2025 et 2026.

Overheidsopdrachten – MP-2024-S-003 – Advies en studie betreffende bijzondere technieken en EPB in verschillende gemeentebouwen (2024-2026) – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's – Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de dienst Werken intern werkzaamheden uitvoert en dossiers samenstelt voor subsidieaanvragen;

Overwegende dat het noodzakelijk is voor bepaalde projecten/werken een beroep te doen op het advies van een ingenieur bijzondere technieken en een EPB-adviseur;

Overwegende dat het noodzakelijk is om nota's en berekeningen te maken op het vlak van energie (bijzondere technieken en EPB) in het kader van subsidieaanvragen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 18.595,00 € excl. btw of 22.500,00 € incl. 21% btw, voor 3 jaar, zijnde 7.500,00 € alle belastingen inbegrepen voor 1 jaar;

Overwegende dat de Gemeenteraad nog niet heeft gestemd over de begroting 2024;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19 december 2023 om de drie eerste voorlopige twaalfden voor 2024 toe te staan;

Overwegende dat deze kredieten zullen worden gebruikt in overeenstemming met artikel 14 van het KB van 2 augustus 1990 houdende het reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 maart 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2024-S-003 – Advies en studie betreffende bijzondere technieken en EPB in

verschillende gemeentebouwen (2024-2026)”, voor een geraamd totaalbedrag van 18.595,00 € excl. btw of 22.500,00 €, 21% btw inbegrepen voor 3 jaar, zijnde 7.500,00 € alle belastingen inbegrepen voor 1 jaar;

Overwegende dat de voor deze uitgave benodigde kredieten opgenomen zijn in artikel 138/122-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2024 en de gemeenteraad zal worden voorgesteld deze kredieten op te nemen in artikel 138/122-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2025 en 2026;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 maart 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-S-003 – Advies en studie betreffende bijzondere technieken en EPB in verschillende gemeentebouwen (2024-2026)”, voor een geraamd totaalbedrag van 18.595,00 € excl. btw of 22.500,00 €, 21% btw inbegrepen voor 3 jaar, zijnde 7.500,00 € alle belastingen inbegrepen voor 1 jaar; dat de voor deze uitgave benodigde kredieten opgenomen zijn in artikel 138/122-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2024 en de gemeenteraad zal worden voorgesteld deze kredieten op te nemen in artikel 138/122-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2025 en 2026.

17 **Marchés publics - MP-2024-S-004 - Entretien des espaces verts dans la commune en ce compris le cimetière (2 lots) - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant la nécessité de procéder à l'entretien des espaces verts communaux y compris ceux du cimetière ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Entretien des espaces verts sur la commune), estimé à € 39.470,00 hors TVA ou € 47.758,70, 21% TVA comprise € 48.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

* Lot 2 (Entretien des espaces verts dans le cimetière), estimé à € 32.270,00 hors TVA ou € 39.046,70, 21% TVA comprise soit € 40.000,00, TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 71.740,00 hors TVA ou € 86.805,40, 21% TVA comprise soit € 88.000,00, TVA et révision des prix comprises;

Considérant que le budget 2024 n'a pas encore été voté par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 19 décembre 2023 autorisant la disposition des trois premiers

douzièmes provisoires 2024 ;

Considérant que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'AR du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 mars 2024 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-S-004 - Entretien des espaces verts dans la commune en ce compris le cimetière (2 lots)», pour un montant global estimé à € 71.740,00 hors TVA ou € 86.805,40, 21% TVA comprise soit € 88.000,00, TVA et révision des prix comprises et inscrits aux articles 766/124-06/38 (lot 1 : € 39.470,00 hors TVA ou € 47.758,70, 21% TVA comprise € 48.000,00, TVA et révision des prix comprises) et 878/124-06/38 (lot 2 : € 32.270,00 hors TVA ou € 39.046,70, 21% TVA comprise soit € 40.000,00, TVA et révision des prix comprises) du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins 21 mars 2024 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-S-004 - Entretien des espaces verts dans la commune en ce compris le cimetière (2 lots)», pour un montant global estimé à € 71.740,00 hors TVA ou € 86.805,40, 21% TVA comprise soit € 88.000,00, TVA et révision des prix comprises et inscrits aux articles 766/124-06/38 (lot 1 : € 39.470,00 hors TVA ou € 47.758,70, 21% TVA comprise € 48.000,00, TVA et révision des prix comprises) et 878/124-06/38 (lot 2 : € 32.270,00 hors TVA ou € 39.046,70, 21% TVA comprise soit € 40.000,00, TVA et révision des prix comprises) du service ordinaire du budget de l'exercice 2024.

Overheidsopdrachten – MP-2024-S-004 – Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente, met inbegrip van de begraafplaats (2 percelen) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende de noodzaak om over te gaan tot het onderhoud van de groene ruimten van de gemeente, met inbegrip van die van de begraafplaats;

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

* Perceel 1 (Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente), geraamd op 39.470,00 € excl. btw of 47.758,70 €, incl. 21% btw, zijnde 48.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen;

* Perceel 2 (Onderhoud van de groene ruimten op de begraafplaats), geraamd op 32.270,00 €

excl. btw of 39.046,70 €, incl. 21% btw, zijnde 40.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 71.740,00 excl. btw of € 86.805,40 incl. 21% btw, zijnde 88.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat de Gemeenteraad nog niet heeft gestemd over de begroting 2024;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19 december 2023 om de drie eerste voorlopige twaalfden voor 2024 toe te staan;

Overwegende dat deze kredieten zullen worden gebruikt in overeenstemming met artikel 14 van het KB van 2 augustus 1990 houdende het reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 maart 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-S-004 - Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente, met inbegrip van de begraafplaats (2 percelen)”, voor een totaalbedrag geraamd op 71.740,00 € excl. btw of 86.805,40 € incl. 21% btw, zijnde 88.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 766/124-06/38 (perceel 1: 39.470,00 € excl. btw of 47.758,70 € incl. 21% btw of 48.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen) en 878/124-06/38 (perceel 2: 32.270,00 € excl. btw of 39.046,70 € incl. 21% btw, zijnde 40.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen) van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 maart 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-S-004 - Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente, met inbegrip van de begraafplaats (2 percelen)”, voor een totaalbedrag geraamd op 71.740,00 € excl. btw of 86.805,40 € incl. 21% btw, zijnde 88.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 766/124-06/38 (perceel 1: 39.470,00 € excl. btw of 47.758,70 € incl. 21% btw of 48.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen) en 878/124-06/38 (perceel 2: 32.270,00 € excl. btw of 39.046,70 € incl. 21% btw, zijnde 40.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen) van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Ecoles - Scholen

18 **Instruction publique – Ecole La Cordée – Projet d'établissement de l'école – Validation.**

LE CONSEIL,

Vu le décret mission du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu l'article 67 §1er alinéa 1 dudit décret qui définit le projet d'établissement comme étant « l'ensemble des choix pédagogiques et, le cas échéant, les actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des membres du conseil de participation visés à l'article 69, §2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur » ;

Vu l'article 67 §2 dudit décret, mentionnant que chaque établissement est tenu d'élaborer un plan de

pilotage, en cohérence avec son projet d'établissement, qui constituera, au terme du processus de contractualisation visé au paragraphe 6, son contrat d'objectifs pour une période de six ans ;

Vu la circulaire n°4968, définissant le projet d'établissement comme une entreprise de concertation qui deviendra un outil de collaboration, une référence interne à l'établissement pour les 3 ans à venir, un support de réflexion, un outil de pilotage et de management, de prospective et d'engagement ;

Considérant que d'après la dite circulaire, le projet d'établissement est un instrument de communication ;

Considérant que le projet d'établissement de l'école communale de la Cordée a été finalisé par l'équipe éducative, qu'il a été rédigé par l'ensemble de l'équipe éducative dans un souci de clarté et de concrétisation de ses valeurs, choix et actions pédagogiques ;

Considérant que les choix pédagogiques s'inscrivent dans le cadre de :

- La continuité du projet éducatif et pédagogique défini par le Pouvoir Organisateur (la commune de Forest),
- Du décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre du 24 juillet 1997,
- Du décret relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental ;

Considérant que le projet d'établissement est un outil de clarification tant en interne destiné aux membres de l'équipe, que vers l'extérieur, destiné aux élèves, parents et partenaires ;

Considérant que l'école communale de la Cordée a fait partie de la vague 2 des écoles dans l'élaboration de son plan de pilotage et de la formalisation de son contrat d'objectifs ;

Considérant que le projet d'établissement de l'école de la Cordée s'inscrit en cohérence et continuité avec son contrat d'objectifs ;

Considérant que le Conseil de participation du 28 novembre 2023 a remis un avis favorable ;

Considérant que le Comité Paritaire Locale (COPALOC) a remis un avis favorable le 14 février 2024 ;

DECIDE :

De valider projet d'établissement de l'école communale de la Cordée dans le cadre du Pacte pour un enseignement d'excellence.

Openbaar onderwijs – School La Cordée – Inrichtingsproject – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het "Takendecreet" van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op artikel 67, §1, 1e lid van voornoemd decreet dat het inrichtingsproject definieert als "het geheel van pedagogische keuzen en, in voorkomend geval, de bijzondere concrete acties die het opvoedingsteam van de inrichting wil verwezenlijken in samenwerking met het geheel van de leden van de participatieraad bedoeld in artikel 69, § 2, voor het verwezenlijken van de opvoedings- en pedagogische projecten van de inrichtende macht";

Gelet op artikel 67, §2 van voornoemd decreet, dat vermeldt dat elke inrichting verplicht is een

sturingsplan uit te werken in overeenstemming met haar inrichtingsproject dat, na afloop van een proces van contractualisering bedoeld in paragraaf 6, haar doelstellingenovereenkomst voor een periode van 6 jaar zal bevatten;

Gelet op de omzendbrief nr. 4968, die het inrichtingsproject definieert als een overleg dat een samenwerkingsinstrument wordt, een interne verwijzing naar de inrichting voor de komende 3 jaar; een basis voor verdere reflectie, een sturings-, beheers- en prospectie-instrument en een instrument voor betrokkenheid;

Overwegende dat volgens bovengenoemde omzendbrief het inrichtingsproject een communicatie-instrument is;

Overwegende dat het inrichtingsproject van school La Cordée werd afgerond door het opvoedkundig team, dat dit werd opgesteld door het volledige opvoedkundige team, in het belang van de duidelijkheid en de concretisering van zijn waarden, pedagogische keuzen en acties;

Overwegende dat de pedagogische keuzen in de lijn liggen van:

- De continuïteit van het opvoedkundige en pedagogische project bepaald door de Inrichtende macht (de gemeente Vorst),
- Het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren,
- Het decreet tot bevordering van het welzijn in de basisscholen;

Overwegende dat het inrichtingsproject een instrument voor verduidelijking is, zowel intern, bestemd voor de teamleden, als naar buiten toe, bestemd voor de leerlingen, ouders en partners;

Overwegende dat gemeenteschool La Cordée deel heeft uitgemaakt van golf 2 van scholen in de uitwerking van haar sturingsplan en de formalisering van haar doelstellingenovereenkomst;

Overwegende dat het inrichtingsproject van school La Cordée ingebed is in samenhang met en in het verlengde van haar doelstellingenovereenkomst;

Overwegende dat de Participatieraad van 28 november 2023 een gunstig advies heeft uitgebracht;

Overwegende dat het Lokaal Paritair Comité (COPALOC) op 14 februari 2024 een gunstig advies heeft uitgebracht;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan het inrichtingsproject van school La Cordée in het kader van het Pact voor excellentieonderwijs.

1 annexe / 1 bijlage

Instruction publique - Openbaar onderwijs

19 Instruction Publique – Ecole Arc-en-Ciel – Convention de partenariat unique dans le cadre du Festival Bruxelles Babel 2024 – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre et la promotion et au renforcement des collaborations entre la Culture et l'Enseignement ;

Considérant que le projet d'établissement de l'école Arc-En-Ciel s'articule autour des

prescriptions/recommandations du Pacte pour un Enseignement d'Excellence ;

Considérant que celui-ci met en avant la stratégie « favoriser l'accès à la culture » ;

Considérant que celui-ci rentre dans la réforme du Parcours Educatif Culturel et Artistique (PECA) ;

Considérant que l'école Arc-en-Ciel, située Avenue du Globe 40 à 1190 Forest a choisi la collaboration avec l'opérateur culturel unique Tremplins asbl, représenté par Thierry Leroy situé, Rue du Meiboom 18 à 1000 Bruxelles ;

Considérant que la convention de partenariat vise l'organisation d'un atelier de théâtre débouchant sur une création artistique originale présentée lors du Festival Bruxelles Babel, sur le thème du numérique qui se déroulera les 10 et 11 mai 2024 au Centre Culturel Jacques Franck, Chaussée de Waterloo 94, 1060 Bruxelles ;

Considérant qu'une convention de partenariat est à proposée entre la Commune de Forest et l'asbl Tremplins et que ce partenariat n'engage aucun frais supplémentaire pour la Commune de Forest ;

DECIDE :

Décide d'approuver la convention de partenariat entre la Commune de Forest et l'asbl Tremplins , Rue du Meiboom 18 à 1000 Bruxelles, concernant l'organisation d'un atelier de théâtre et une création sur le thème du numérique, les 10 et 11 mai 2024 au Centre Culturel Jacques Franck, Chaussée de Waterloo 94, 1060 Bruxelles, avec les classes de l'école Arc-en-Ciel, Avenue du Globe 40 à 1190 Forest.

Openbaar Onderwijs – School Arc-en-Ciel – Overeenkomst unieke samenwerking in het kader van het Festival Bruxelles Babel 2024 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 24 maart 2006 van de Franse Gemeenschap betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs;

Overwegende dat het inrichtingsproject van de school Arc-en-Ciel draait rond de voorschriften/aanbevelingen van het Pact voor Excellentieonderwijs;

Overwegende dat de strategie van de bevordering van toegang tot cultuur er vooropstaat;

Overwegende dat dit deel uitmaakt van de PECA-hervorming (cultureel en artistiek onderwijstraject);

Overwegende dat de school Arc-en-Ciel, gelegen Globelaan 40 te 1190 Vorst, kiest om samen te werken met de volgende unieke culturele operator : vzw Tremplins, vertegenwoordigd door Thierry Leroy, gevestigd in de Meiboomstraat 18 te 1000 Brussel;

Overwegende dat de partnerschapsovereenkomst tot doel heeft een theaterworkshop te organiseren voor een originele artistieke creatie die zal worden gepresenteerd tijdens het Festival Bruxelles Babel, met als thema digitale technologie, dat op 10 en 11 mei 2024 zal plaatsvinden in het cultureel centrum Jacques Franck, Waterlooosteenweg 94 in 1060 Brussel;

Overwegende dat hiervoor een partnerschapsovereenkomst wordt voorgesteld tussen de Gemeente Vorst en de vzw Tremplins, die geen kosten met zich meebrengt voor de Gemeente Vorst;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de partnerschapsovereenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw Tremplins, Meiboomstraat 18 te 1000 Brussel, voor de organisatie van een theaterworkshop en artistieke creatie op 10 en 11 mei 2024 in het cultureel centrum Jacques Franck, Waterlooosteenweg

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

20 Logement - Régie Foncière – Budget 2024 – Autorisation de pourvoir à certaines dépenses par crédits provisoires en avril, mai et juin

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, notamment l'article 3 ;

Vu l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Considérant qu'en date du 7 mars 2024, le budget de la régie foncière pour l'exercice 2024 est prêt à être soumis au vote du Conseil communal;

Considérant que ce budget sera présenté au Conseil de mars 2024;

Considérant que l'article 12 de l'arrêté susvisé permet de pourvoir aux dépenses du service ordinaire par douzièmes provisoires, dans la mesure où un crédit exécutoire est inscrit au budget 2023 pour ces dépenses;

Considérant que frais de personnel, primes d'assurance et taxes peuvent également être pourvus par crédits provisoires sans être limités aux douzièmes;

Considérant que le même article permet de pourvoir par des crédits provisoires aux dépenses d'investissements;

Considérant que l'approbation du budget de la régie foncière au Conseil du 19 mars 2024 et le délai d'approbation du budget par la tutelle font que ce budget sera exécutoire au plus tôt fin avril 2024 ;

DECIDE :

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses du service ordinaire par douzièmes pour les mois de avril, mai et juin 2024;

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses liées aux projets d'investissements approuvés au cours de l'exercice 2023, détaillés à l'annexe 2 du budget 2023;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales.

Huisvesting - Grondregie – Begroting 2024 – Toestemming om in bepaalde uitgaven te voorzien door middel van voorlopige kredieten in april, mei en juni

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, inzonderheid artikel 3;

Gelet op artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Overwegende dat op 7 maart 2024 de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2024 klaar is om ter stemming aan de gemeenteraad te worden voorgelegd.

Overwegende dat deze begroting zal worden voorgelegd tijdens de gemeenteraad van maart 2024;

Overwegende dat artikel 12 van bovengenoemd besluit de mogelijkheid biedt te voorzien in uitgaven van de gewone dienst door middel van voorlopige twaalfden, voor zover voor deze uitgaven een uitvoerbaar krediet uitgetrokken is op de begroting van 2023;

Overwegende dat in personeelskosten, verzekeringspremies en belastingen ook door middel van voorlopige kredieten kan worden voorzien zonder beperkt te zijn tot twaalfden;

Overwegende dat hetzelfde artikel het mogelijk maakt door middel van voorlopige kredieten te voorzien in investeringsuitgaven;

Overwegende dat de goedkeuring van de begroting van de Grondregie tijdens de gemeenteraad van 19 maart 2024 en de termijn voor de goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid betekenen dat deze begroting ten vroegste eind april 2024 uitvoerbaar zal zijn;

BESLIST,

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven van de gewone dienst door middel van twaalfden voor de maanden april, mei en juni 2024;

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven in verband met investeringsprojecten die goedgekeurd werden tijdens het dienstjaar 2023, toegelicht in bijlage 2 van de begroting voor 2023;

Dat deze kredieten zullen worden aangewend overeenkomstig artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven.

21 **Régie Foncière - Mission d'auteur de projet relative à la : « rue du Canada 55-57 : Rénovation lourde d'un immeuble inoccupé et division en appartements » - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 26 septembre 2023 faisant choix de la procédure négociée avec publication préalable comme mode de passation du marché « Mission d'auteur de projet relative à la « rue du Canda 55-57 : Rénovation lourde d'un immeuble inoccupé et division en appartements », pour un montant total estimé à € 181.818,18 hors TVA ou € 220.000,00, 21% TVA comprise et qui sera demandé à l'article 240-01 lors de l'établissement du budget patrimonial 2024 de la Régie foncière ;

Vu la décision du Conseil communal de financer cette dépense par les ressources provenant des charges urbanistiques du permis d'urbanisme (réf : PU25817) et par le subsidie Politique de la Ville Axe 1 (visa :2310203572) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 mars 2024 d'attribuer le marché pour

la mission d'auteur de projet relative à la : « rue du Canada 55-57 : Rénovation lourde d'un immeuble inoccupé et division en appartements » », le montant estimé s'élevant à € 159.632,20 hors TVA ou € 193.154,96, 21% TVA comprise, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 240-01 du budget patrimonial de l'exercice 2023 et sera également demandé au même article pour l'année budgétaire 2024 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 7 mars 2024 d'octroyer une indemnité, dans le respect du Cahier Spécial de Charges pour la mission d'auteur de projet relative à la « rue du Canada 55-57 : Rénovation lourde d'un immeuble inoccupé et division en appartements », aux 4 opérateurs économiques les mieux classés, pour autant qu'ils aient obtenu au moins 50 points, le montant total estimé s'élevant à € 8.000,00 (non soumis à la TVA) (2.000,00 € par opérateur économique), le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 240-01 du budget patrimonial de l'exercice 2023 et sera également demandé au même article pour l'année budgétaire 2024 ;

DÉCIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 mars 2024 attribuant le marché pour la mission d'auteur de projet relative à la « rue du Canada 55-57 : Rénovation lourde d'un immeuble inoccupé et division en appartements », le montant estimé s'élevant à € 159.632,20 hors TVA ou € 193.154,96, 21% TVA comprise , le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 240-01 du budget patrimonial de l'exercice 2023 et sera également demandé au même article pour l'année budgétaire 2024 ;

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 mars 2024 octroyant une indemnité aux opérateurs économiques ayant obtenu 50 points, dans le respect du Cahier Spécial de Charges pour la mission d'auteur de projet relative à la « rue du Canada 55-57 : Rénovation lourde d'un immeuble inoccupé et division en appartements », le montant total estimé s'élevant à 8.000,00 € (non soumis à la TVA) (2.000,00 € par opérateur économique), le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 240-01 du budget patrimonial de l'exercice 2023 et sera également demandé au même article pour l'année budgétaire 2024.

Grondregie – Opdracht van projectontwerper betreffende “Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen” – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 september 2023 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de “Opdracht van projectontwerper betreffende "Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen" voor een totaalbedrag geraamd op 181.818,18 € excl. btw of 220.000,00 €, 21% btw inbegrepen, en dat ingeschreven zal worden op artikel 240-01 bij de opstelling van de patrimoniale begroting 2024 van de Grondregie;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad om deze uitgave te financieren met de bronnen afkomstig van stedenbouwkundige lasten van de stedenbouwkundige vergunning (ref. SV25817) en met de subsidie van As 1 van het Stadsbeleid (visum 2310203572);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 maart 2024 tot gunning van de opdracht van projectontwerper betreffende “Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen” waarvan het bedrag geraamd wordt op 159.632,20 € excl. btw of 193.154,96 €, 21% btw inbegrepen, waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 240-01 van de patrimoniale begroting 2023 en ook gevraagd zal worden op hetzelfde artikel voor begrotingsjaar 2024;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 maart 2024 tot

toekenning van een vergoeding, in naleving van het bijzonder bestek voor de opdracht van projectontwerper van het project betreffende “Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen” aan de 4 best gerangschikte ondernemers, voor zover zij minstens 50 punten verkregen hebben, waarvan het totaalbedrag geraamd wordt op 8.000,00 € (niet aan btw onderworpen) (2.000 € per ondernemer), waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 240-01 van de patrimoniale begroting van begrotingsjaar 2023 en ook gevraagd zal worden op hetzelfde artikel voor begrotingsjaar 2024;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 maart 2024 tot gunning van de opdracht van projectontwerper betreffende “Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen” waarvan het bedrag geraamd wordt op 159.632,20 € excl. btw of 193.154,96 €, 21% btw inbegrepen, waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 240-01 van de patrimoniale begroting van begrotingsjaar 2023 en ook gevraagd zal worden op hetzelfde artikel voor begrotingsjaar 2024;

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 maart 2024 om een vergoeding toe te kennen aan de ondernemers die minstens 50 punten hebben verkregen, in naleving van het bijzonder bestek voor de opdracht van projectontwerper van het project betreffende “Canadastraat 55-57: Grondige renovatie van een leegstaand gebouw en opdeling in appartementen”, waarvan het totaalbedrag geraamd wordt op 8.000,00 € (niet onderworpen aan de btw) (2.000,00 € per ondernemer), waarbij het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt ingeschreven is op artikel 240-01 van de patrimoniale begroting van begrotingsjaar 2023 en ook gevraagd zal worden op hetzelfde artikel voor begrotingsjaar 2024.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN

Population - Bevolking

- 22 **Population - Elections - Adhésion à la centrale d'achat organisée par le Service Public Fédéral Intérieur - Accord cadre - Marché public relatif à des fournitures/prestations en rapport avec les élections du 9 juin 2024 (impression de bulletins, packs/colis pour les bureaux électoraux, affiches diverses, matériel comme des urnes, isolements, ...) - Exercice 2024.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 236;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 47 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Considérant qu'un pouvoir adjudicateur peut acquérir, en ce qui concerne des travaux, des fournitures et/ou des services, des activités d'achat centralisées d'une centrale d'achat telles que visés à l'article 2,

7°, b) ;

Considérant que le Service Public Fédéral Intérieur organise une partie de ses marchés en tant que centrale d'achat dans le cadre des élections du 9 juin 2024 ;

Considérant qu'il apparaît intéressant pour la Commune de se doter de la possibilité d'adhérer à ces marchés si la Commune le souhaite ;

Considérant toutefois que cette adhésion n'oblige pas la Commune de devoir passer tous les marchés via cette centrale d'achat ;

DECIDE

D'adhérer au marché public relatif à des fournitures/prestations en rapport avec les élections du 9 juin 2024 (impression de bulletins, packs/colis pour les bureaux électoraux, affiches diverses, matériel comme des urnes, isolements, ...) organisé par le Service Public Fédéral Intérieur en tant que centrale d'achat et de leur communiquer cette décision.

Bevolking - Verkiezingen - Aansluiting bij de aankoopcentrale van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken - Raamovereenkomst - Overheidsopdracht voor leveringen/diensten voor de verkiezingen van 9 juni 2024 (het drukken van de stembiljetten, pakketten voor de kiesbureaus, diverse affiches, materiaal zoals stembussen en stemhokjes, ...) - Dienstjaar 2024.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 236;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 47;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Overwegende dat een aanbestedende overheid gebruik kan maken, wat de werken, leveringen en/of diensten betreft, van de in artikel 2, 7°, b) bedoelde gecentraliseerde aankoopactiviteiten van een aankoopcentrale;

Overwegende dat de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken een deel van hun opdrachten als aankoopcentrale organiseert in het kader van de verkiezingen van 9 juni 2024;

Overwegende dat het voor de Gemeente interessant lijkt om de mogelijkheid te hebben zich bij deze opdrachten aan te sluiten indien de Gemeente het wenst;

Overwegende dat deze aansluiting de Gemeente er echter niet toe verplicht al haar overheidsopdrachten via deze aankoopcentrale te plaatsen;

BESLIST

Zich aan te sluiten bij de overheidsopdracht voor leveringen/diensten voor de verkiezingen van 9 juni 2024 (het drukken van de stembiljetten, pakketten voor de kiesbureaus, diverse affiches, materiaal

zoals stembussen en stemhokjes, ...) die door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken als aankoopcentrale georganiseerd is en deze beslissing aan hen mee te delen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

23 Proposition de motion demandant à l'Etat Fédéral de recourir à l'armée pour assurer les missions de surveillance des lieux sensibles et la révision de la norme KUL (à la demande de Messieurs Lakhroufi, Pierre-De Permentier et Ben Taha, conseillers communaux)- report du 26/03/2024

Considérant la spirale de violence à laquelle assistent les forestois et les bruxellois depuis plusieurs années.

Considérant qu'il est nécessaire d'apporter une réponse rapide pour rétablir l'ordre public.

Considérant qu'il y a urgence à renforcer les missions de patrouille et la police de proximité.

Considérant que les missions de surveillance de lieux sensibles peuvent être assurées par des militaires. Libérés de ces missions statiques, plusieurs dizaines de policiers peuvent être réaffectés à des missions de terrain.

Considérant que la norme KUL détermine la capacité théorique par zone de police et donc du financement des zones de police.

Considérant que cette clé de répartition désavantage les zones fortement urbanisées comme la Région de Bruxelles-Capitale.

Considérant qu'il y a manifestement un sous financement structurel des six zones de police de la Région Bruxelloise.

Considérant la récente étude publiée par Bruxelles Pouvoirs Locaux (BPL) qui situe ce sous-financement annuel entre 10 et 12 % pour les six zones de police bruxelloises.

Demande au Conseil communal de Forest ;

D'appeler le Gouvernement Fédéral à recourir à l'armée pour assurer les missions de surveillance de lieux sensibles en Région bruxelloise.

D'appeler le Gouvernement Fédéral à réviser la norme KUL afin que celle-ci bénéficie mieux aux zones de police fortement urbanisées que ce n'est le cas aujourd'hui.

Pour le groupe MR

Youssef Lakhroufi

Cédric Pierre

Mustapha Ben Taha

Voorstel van motie waarin de federale overheid wordt opgeroepen om het leger in te zetten voor bewakingsmissies op gevoelige plaatsen en om de KUL-norm te herzien (op vraag van de heren Lakhloufi, Pierre-De Permentier, en heer Ben Taha gemeenteraadsliden).- uitstel van 26/03/2024

Overwegende de spiraal van geweld waarmee de Vorstenaren en de Brusselaars al enkele jaren geconfronteerd worden.

Overwegende dat een snelle reactie nodig is om de openbare orde te herstellen.

Overwegende dat het dringend nodig is om de patrouilles en de buurtpolitie te versterken.

Overwegende dat militairen de bewaking van gevoelige plaatsen op zich kunnen nemen. Als ze die statische opdrachten niet langer moeten waarnemen, kunnen tientallen politieagenten worden ingezet voor opdrachten op het terrein.

Overwegende dat de KUL-norm de theoretische capaciteit per politiezone bepaalt en dus de financiering van de politiezones.

Overwegende dat deze verdeelsleutel sterk verstedelijkte gebieden zoals het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadeelt.

Overwegende dat er duidelijk sprake is van een structurele onderfinanciering van de zes Brusselse politiezones.

Overwegende de studie die Brussel Plaatselijke Besturen (BPB) recent publiceerde en die deze jaarlijkse onderfinanciering raamt op 10 tot 12% voor de zes Brusselse politiezones.

Vraagt de Gemeenteraad van Vorst:

De federale regering op te roepen om het leger in te zetten voor bewakingsopdrachten op gevoelige plaatsen in het Brusselse Gewest.

De federale regering op te roepen om de KUL-norm te herzien, zodat deze meer ten goede komt aan sterk verstedelijkte politiezones dan vandaag het geval is.

Vanwege de MR-fractie

Youssef Lakhloufi

Cédric Pierre

Mustapha Ben Taha

1 annexe / 1 bijlage

24 Question orale relative à la situation assez inquiétante dans les locaux du Patinage (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)

Madame l'Echevine,

Suite à un article paru la semaine dernière dans la Dernière heure et qui dépeint une situation assez inquiétante dans les locaux du Patinage, nous aimerions que vous puissiez nous donner quelques

informations mais également les solutions concrètes que vous envisagez de mettre en place, ainsi que leur délai.

Beaucoup d'éléments dans l'article renvoient à l'organisation des locaux. En effet, les travailleur.euse.s de la commune occupent le bâtiment du Patinage depuis 10 ans. Cette solution temporaire - prévue à l'origine pour durer 4 ans, le temps des travaux de la maison communale – dure depuis 10 ans et nous pouvons imaginer que les locaux ne sont plus adaptés à la situation. Outre la croissance « naturelle » d'une commune, les citoyen.ne.s et donc aussi les travailleur.euse.s de la commune ont dû faire face à deux crises d'importance majeure, à savoir le Covid et la guerre en Ukraine. Ces évènements ont changé nos habitudes mais également accru les demandes de la population.

Nos questions sont donc les suivantes :

- Que comptez-vous mettre en place dans les prochaines semaines pour assurer le confort des travailleur.euse.s et des citoyen.ne.s ?
- Avez-vous également des précisions sur le délai de réintégration dans les locaux de la maison communale historique ? Il nous revient que les locaux du patinage doivent être libérés en juin. Est-ce vrai ? Tout est-il prêt pour le déménagement ?
- Vous avez parlé du non-remplacement des départs à la pension dans le cadre des économies que doit faire la commune. Cela signifie-t-il qu'il n'est pas prévu que des renforts soient envoyés dans les services concernés par la surcharge ?

En vous remerciant pour vos réponses,

Stéphanie Koplłowicz

Mondelinge vraag over de onrustwekkende situatie in de lokalen in de Schaatsstraat (op vraag van mevrouw Koplłowicz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Schepen,

Naar aanleiding van een artikel in La Dernière Heure van vorige week, waarin een nogal zorgwekkende situatie in de lokalen aan de Schaatsstraat wordt beschreven, zouden wij graag van u informatie ontvangen over de concrete oplossingen die u van plan bent door te voeren en op welke termijn.

Veel van de punten in het artikel betreffen de organisatie van de lokalen. Het gemeentepersoneel werkt al 10 jaar in het pand aan de Schaatsstraat. Deze tijdelijke oplossing – die oorspronkelijk bedoeld was voor 4 jaar, de tijd die nodig was om het gemeentehuis te renoveren – duurt nu al 10 jaar en we kunnen ons voorstellen dat het gebouw niet meer aangepast is aan de behoeften. Naast de 'natuurlijke' groei van een gemeente kregen de burgers en dus ook de gemeentebeambten te maken met twee grote crisissen, nl. de coronapandemie en de oorlog in Oekraïne. Deze gebeurtenissen veranderden onze gewoonten, maar verhoogden ook het aantal vragen van de bevolking.

Onze vragen zijn dus de volgende:

- Wat gaat u de komende weken doen om het comfort van werknemers en burgers te garanderen?
- Hebt u ook informatie over de termijn waarbinnen het historische gemeentehuis weer in gebruik kan worden genomen? Wij hebben vernomen dat de lokalen aan de Schaatsstraat in juni ontruimd moet zijn. Klopt dit? Is alles klaar voor de verhuizing?
- U noemde het niet vervangen van mensen die met pensioen gaan in het kader van de bezuinigingen die de gemeente moet doorvoeren. Betekent dit dat er geen versterking voorzien wordt voor de overbelaste diensten?

Hartelijk dank voor uw antwoorden,

Stéphanie Koplłowicz

25 Interpellation concernant les problèmes révélés au service Population (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal). (Complémentaire)

La presse du 8 avril dernier révélait au grand jour de nouveaux problèmes internes à la commune. Après l'incendie au service prévention sur lequel nous sommes déjà intervenus et qui n'est pas encore éteint, c'est le service population qui fait parler de lui.

La presse évoque une dégradation des conditions de travail ressentie par certains agents, un déséquilibre entre les tâches effectués par les agents. Les personnes visées :

- les chefs de service,
- le chef de département, qui rappelons-le, est ingénieur, est en fin de carrière et a été muté par le Collège au service Population sans lui demander son avis et sans tenir compte des compétences requises par assumer une telle mission,
- mais aussi l'échevine qui donnerait ses instructions en directe vers les agents en contournant la hiérarchie, qui demanderait de régler des cas particuliers *en faisant fi des règles de rendez-vous imposées par la commune*.

Selon ce même article, il est précisé que la conséquence de cette situation est que certains agents souhaitent démissionner et/ou font l'objet d'un suivi psychologique pour tenir.

Autre problème pointé et non des moindres, un agent du service Action sociale ne peut pas accueillir les Forestois dans de bonnes conditions. Lorsqu'il oriente et assiste des Forestois dans leurs démarches pour des demandes de reconnaissance de handicap, de Grappa, ou encore pour des indications de dernière volonté, il doit pouvoir accueillir les citoyens dans de bonnes conditions, pas en présence d'autres collègues.

La solution proposée : le déplacé dans le local des archives au 1^{er} étage, local sans fenêtre ouvrable, séparé d'une fine paroi de celui de l'échevine qui, selon ses aveux, admet la précarité de la situation tout en précisant que le local d'archives peut être aéré lorsqu'elle ouvre la fenêtre de son bureau grâce à cette fine paroi...

Quant aux PMR, elles sont accueillies au rez-de-chaussée, dans la cafétéria du personnel... entre, je cite le témoignage repris dans la presse, « *le vélo de l'échevine et les câbles des serveurs* » ou bien « *au milieu des collègues qui prennent leur pause* ».

J'apprends qu'une plainte a été déposée auprès de Mensura et que le SIPP aurait établi un rapport de la situation il y a quelques jours.

Avant de poser mes questions, je suis bien conscient qu'il s'agit d'une situation temporaire, situation temporaire depuis +/- 10 ans qui devrait être considérablement améliorée lors du déménagement vers l'Hotel communal. Il n'en demeure pas moins que l'on accueille du public et que ce public doit être accueilli dans de bonnes conditions.

J'en viens à mes questions :

1. Quelles suites ont été données à la plainte introduite auprès de Mensura?
2. Quelles sont les conclusions du SIPP sur la question des locaux?

3. Quelles mesures sont prises pour améliorer le management ? Quelles sont les reproches faits aux chefs de service et au chef de département ?
4. Qu'en est-il des instructions données directement par l'échevine vers les agents ? Est-ce avéré ?

Interpellatie over de problemen die aan het licht zijn gekomen op de dienst Bevolking (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

1 annexe / 1 bijlage

26 Interpellation relative au fonctionnement du service de la population, à l'accessibilité des locaux pour les PMR et aux conditions de travail de certains membres du personnel (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)

Madame la Présidente,

Chers collègues,

La presse du 8 avril dernier s'est faite l'écho de dysfonctionnements au sein du service de la population. Selon plusieurs travailleurs interrogés par l'administration, les conditions de travail se seraient considérablement dégradées depuis près d'un an, et en particulier, depuis le changement de chef de service. Ceux-ci évoquent des demandes qui ne respecteraient plus la ligne hiérarchique et le fonctionnement normal du service. Ils s'inquiètent d'une augmentation des agressions et d'une démotivation de plusieurs travailleurs.

En outre, l'article met en lumière le triste sort d'un travailleur communal qui est en charge des dossiers liés à l'action sociale. Selon l'article, deux travailleurs doivent se partager un local d'archives dépourvu de ventilation. Le SIPP aurait visité les locaux. Face à cette situation, l'Echevine propose d'ouvrir sa fenêtre voisine, on peut apprécier sa sollicitude mais je crains que cela ne permette pas d'atteindre des conditions minimales de bien-être au travail. Et il n'est pas non plus acceptable de laisser des travailleurs dans un cadre de travail aussi déplorable en attendant le déménagement dans la maison communale. Une solution à court-terme doit être trouvée et elle est doit l'être dans les plus brefs délais.

Pire encore, pour un service à vocation sociale, qui est notamment chargé de traiter les demandes d'allocations GRAPA et la rédaction des dernières volontés, ce local n'est pas accessible aux PMR et donc difficile d'accès pour nos séniors. Une solution a visiblement été trouvée puisqu'il est désormais possible que ces personnes aient un rendez-vous dans la cafétéria du personnel, pour la confidentialité, ce n'est pas vraiment l'idéal. Le personnel serait d'ailleurs mécontent de cette situation. Le Collège préconise donc d'organiser les rendez-vous lorsque les guichets sont fermés, là-encore, ce n'est pas très optimal comme solution.

Par ailleurs, dans l'article, l'Echevine s'est refusée à tout commentaire sur la problématique du management, ce qui incidemment nous incline à penser que tout ne fonctionne pas bien dans le service.

Je souhaite donc interroger le Collège sur les éléments suivants :

1° Pourriez-vous vous nous présenter la situation actuelle du fonctionnement du service.

- Combien d'agents sont actuellement en congé maladie ou l'ont été durant plus de dix jours au cours de l'année écoulée ?
- Quels sont les faits reprochés au chef de service ou à la ligne hiérarchique ?

- Quelles moyens avez-vous mis en œuvre pour rétablir le bon fonctionnement du service suite aux annonces parues dans la presse ?
- Des agressions physiques ou verbales ont-elles été révélées ?
- Quelles mesures sont mises en œuvre pour assurer la sécurité physique et mentale des travailleurs communaux ?

2° En ce qui concerne les conditions de travail de certains travailleurs, pourriez-vous nous faire état de la solution trouvée pour garantir des conditions de travail normales ?

- Quel est la conclusion du rapport du SIPP ?
- Est-ce que l'ensemble des bâtiments communaux ont fait l'objet d'une analyse du SIPP ?
- Est-ce que d'autres cas problématiques ont été identifiés ?

3° En ce qui concerne l'accès aux locaux, pourquoi maintenir un accueil dans le bâtiment Patinage dont les guichets sont déjà saturés et ne pas implanter le service de l'action sociale dans d'autres bâtiments communaux ou du CPAS ?

- Quelles sont les pistes envisagées ?
- Pourquoi ne pas prévoir une tournante de l'agent entre deux bâtiments ou directement chez les personnes concernées si leur déplacement est impossible ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Interpellatie over de werking van de bevolkingdienst, de toegankelijkheid van de lokalen voor personen met beperkte mobiliteit en de werkomstandigheden van bepaalde personeelsleden (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

2 annexes / 2 bijlagen

27 Interpellation relative à l'affichage du drapeau palestinien en soutien au peuple palestinien face aux récentes attaques du gouvernement israélien (à la demande de Madame Koplwicz, conseillère communale) (Complémentaire)

Le 8 avril 2024, six mois se sont écoulés depuis le déclenchement de la sanglante riposte d'Israël à l'attaque du Hamas du 7 octobre.

Le bilan de la guerre à Gaza est apocalyptique : plus de 40 000 tués ou disparus, civil•es dans leur écrasante majorité, dont 14 500 enfants (plus que l'ensemble des enfants morts dans d'autres conflits à travers le monde depuis 4 ans) ; près de 2 millions de déplacés, soit presque toute la population de l'enclave ; 55% du bâti détruit ou endommagé, avec un ciblage systématique des infrastructures civiles, en particulier humanitaires.

De nombreux crimes de guerre ont été perpétrés à Gaza, notamment l'usage de la faim comme arme de guerre, documenté notamment par [Human Rights Watch](#), dénoncé, entre autres, par le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell;

Par ailleurs, le 26 janvier, la [Cour internationale de justice](#) reconnaissait le risque de génocide à Gaza, notamment au regard des appels à la haine et autres déclarations sans ambiguïté des dirigeants israéliens, et édictait des ordonnances pour le prévenir;

En décembre 2023, la [Fédération internationale pour les droits humains](#) affirmait pour sa part qu'Israël perpétrait d'ores et déjà un génocide contre les Palestiniens à Gaza. C'est également l'opinion de Franceska Albanese, Rapporteuse spéciale de l'ONU pour les droits humains en territoire palestinien occupé, auteure d'un [rapport](#) paru ce 25 mars intitulé "Anatomie d'un génocide", qui conclut « qu'il existe des motifs raisonnables de croire que le seuil indiquant que des actes de génocide » ont été commis « contre les Palestiniens à Gaza a été atteint »;

Il apparaît que l'opération israélienne n'est pas dirigée contre le Hamas, mais contre l'ensemble du peuple palestinien. De fait, cette guerre intervient dans un contexte de décennies d'oppression des Palestiniens et de déni de leurs droits fondamentaux. Les vellétés israéliennes d'effacer le fait palestinien de Gaza doivent être comprises comme la continuité de la Nakba de 1948, quand 750 000 Palestiniens furent chassés de leurs terres.

On constate aussi l'[accélération du nettoyage ethnique et de la colonisation en Cisjordanie](#), à l'ombre des massacres en cours à Gaza.

Arborer le drapeau palestinien, dans ce contexte, c'est marquer sa solidarité avec les trop nombreuses victimes de cette guerre et d'afficher son soutien aux initiatives visant à protéger une population menacée dans son existence même, dont notamment l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat et permanent

Par ailleurs, la commune a déjà affiché à plusieurs reprises (dont encore le 5 décembre dernier) son soutien au peuple palestinien. L'affiche du drapeau nous paraît donc cohérent avec la solidarité déjà exprimée envers le peuple palestinien dont la souffrance ne fait qu'augmenter.

Le Collège accepterait-il donc d'afficher le drapeau palestinien sur la maison communale, comme cela fut décidé notamment à Verviers ou Liège ?

Quelles autres mesures de solidarité concrètes sont envisagées?

Merci d'avance pour vos réponses.

Stéphanie Koplowitz

[Interpellatie over het uithangen van de Palestijnse vlag als steun aan het Palestijnse volk in het licht van de recente aanvallen van de Israëlische regering \(op vraag van Mevrouw Koplowitz, gemeenteraadslid\) \(Aanvullend\)](#)

Op 8 april 2024 waren er zes maanden verstreken sinds het bloedige antwoord van Israël op de aanval van Hamas op 7 oktober.

De tol van de oorlog in Gaza is apocalyptisch: meer dan 40.000 doden of vermisten, de overgrote meerderheid van hen burgers, waaronder 14.500 kinderen (meer dan alle kinderen die in de afgelopen 4 jaar zijn omgekomen in andere conflicten over de hele wereld); bijna 2 miljoen ontheemden, zijnde nagenoeg de hele bevolking van de enclave; 55% van de gebouwen zijn verwoest of beschadigd, met regelmatige aanvallen op burgerdoelwitten, in het bijzonder humanitaire infrastructuur.

Er zijn talloze oorlogsmisdaden gepleegd in Gaza, waaronder het gebruik van honger als oorlogswapen, gedocumenteerd door [Human Rights Watch](#) en aan de kaak gesteld o.a. door VN-secretaris-generaal Antonio Guterres en het hoofd van de Europese diplomatie Josep Borrell;

Bovendien erkende het [Internationaal Gerechtshof](#) op 26 januari het risico van genocide in Gaza, vooral gezien de oproepen tot haat en andere ondubbelzinnige verklaringen van Israëlische leiders, en vaardigde het bevelen uit om dit te voorkomen.

In december 2023 verklaarde de [Internationale Federatie voor Mensenrechten](#) dat Israël al schuldig is aan een genocide tegen de Palestijnen in Gaza. Dat is ook de mening van Franceska Albanese, speciale VN-rapporteur voor de mensenrechten in de bezette Palestijnse gebieden, auteur van het [rapport](#) "Anatomy of a Genocide" (gepubliceerd op 25 maart), waarin wordt geconcludeerd dat er redelijke gronden zijn om aan te nemen dat de drempel die aangeeft dat er genocidedaden zijn gepleegd tegen Palestijnen in Gaza is bereikt.

Het lijkt erop dat de Israëlische operatie niet gericht is tegen Hamas, maar tegen het hele Palestijnse volk. In feite vindt deze oorlog plaats tegen de achtergrond van tientallen jaren van onderdrukking van de Palestijnen en ontzegging van hun fundamentele rechten. De pogingen van Israël om de Palestijnse aanwezigheid in Gaza uit te wissen, moeten gezien worden als een voortzetting van de Nakba in 1948, toen 750.000 Palestijnen van hun land verdreven werden.

We zien ook de versnelling van etnische zuivering en kolonisatie op de Westelijke Jordaanoever, in de schaduw van de opeenvolgende bloedbaden in Gaza.

In deze context is het uithangen van de Palestijnse vlag een teken van solidariteit met de te vele slachtoffers van deze oorlog en van steun aan initiatieven die gericht zijn op de bescherming van een bevolking die in haar bestaan wordt bedreigd, waaronder de invoering van een onmiddellijk en permanent staakt-het-vuren.

De gemeente heeft al meermaals haar steun betuigd aan het Palestijnse volk (o.a. op 5 december jl.). Het uithangen van de vlag lijkt ons dan ook in overeenstemming met de reeds betuigde solidariteit met het Palestijnse volk, waarvan het lijden alleen maar toeneemt.

Is het College bereid om de Palestijnse vlag aan het gemeentehuis op te hangen, zoals onder meer in Verviers en Luik?

Welke andere concrete solidariteitsmaatregelen worden er overwogen?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Stéphanie Koplłowicz

2 annexes / 2 bijlagen

28 **Question orale concernant la mise en piétonnier de la rue du Mystère (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal). (Complémentaire)**

Entre mars et juin 2019, le Collège a réalisé une phase test pour la création d'une rue scolaire dans la rue du Mystère en collaboration avec les écoles Parkschool et Saint-Denis. Des aménagements pour pérenniser cette rue scolaire auront été réalisés fin février 2022 et la rue scolaire est effective depuis le 7 mars 2022.

Dernièrement, il m'a été rapporté un projet de piétonnisation de la rue du Mystère présenté lors d'une réunion d'information.

Il ne me semble pas que ce projet soit repris dans votre plan communal de mobilité.

Pourriez-vous nous en dire davantage par rapport à ce projet ?

1. D'où vient la demande de piétonnisation ?
2. Qui a été consulté et sous quelle forme ? Comment les participants à la réunion d'information ont-ils été informés ? Quel a été le public ciblé par la concertation ? Combien y avait-il de participants à la réunion ?
3. Une objectivation de la situation a-t-elle été réalisée ? Dans l'affirmative, qu'est-ce qui a été analysé ? Pourriez-vous communiquer cette étude ? A-t-on évalué l'impact de cette piétonnisation sur la circulation entre la zone Alliés-ch de Bruxelles et la rue de Bourgogne ?
4. Où en est-on dans l'évolution de ce dossier ? Qui doit encore décider quoi ? Quelles sont les suites de la procédure ? Quand souhaitez-vous aboutir ?

Mondelinge vraag over de omvorming tot voetgangerszone van de Mysteriesstraat (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

29 Question orale au Marais Wiels (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Complémentaire)

Nous avons appris via la presse que :

- les anciens bureaux de la brasserie Wielemans Ceuppens seront bientôt rénovés.
- le projet d'extension annoncé qui aurait réduit la surface du Marais Wiels serait à l'arrêt et que la Région compterait seulement restaurer et sauvegarder l'un des trois derniers bâtiments.

Et ce, suite à un permis octroyé en décembre 2023.

Pouvez-vous nous en dire plus sur ce projet ? Quel a été ou sera le rôle de la commune dans ce dossier ?

Mondelinge vraag over het Wielsmoeras (op vraag van mevrouw Maduda, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

30 Question orale relative à l'inquiétude des travailleurs et travailleuses d'Audi Bruxelles (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal) (Complémentaire)

Madame la Bourgmestre,

L'inquiétude des travailleurs et travailleuses d'Audi Bruxelles est grande. 371 intérimaires ont déjà perdu leur emploi. Des milliers d'autres ont un avenir incertain. Une task-force a été mise sur pied par le Premier ministre. Cette task force a rencontré la direction de l'usine, mais n'a pas pris contact avec les représentants des travailleurs et travailleuses. Hillal Sor, Secrétaire général des métallos FGTB, a dénoncé cela et exigé que les syndicats soient impliqués dans les discussions sur l'avenir d'Audi. Audi est une entreprise cruciale

pour notre commune. Des milliers de familles risquent de perdre leur emploi. D'où nos questions :

- La commune a-t-elle été consultée ou impliquée dans le cadre des discussions de la task-force ?
- La commune peut-elle faire pression, à son niveau, pour soutenir la demande des syndicats d'être associés aux discussions sur l'avenir de l'entreprise ?
- Il y a quelques mois, vous nous aviez annoncé avoir des contacts avec une représentante de la direction d'Audi. Est-ce que durant ces rencontres des demandes ont été faites afin d'aider à préserver l'emploi sur ce site de Forest, et avec quels résultats ?

Merci

d'avance pour vos réponses.

Simon de Beer

1 annexe / 1 bijlage

31 Interpellation relative à l' inclusion des personnes en situation de handicap (à la demande de Monsieur Lakhloufi, conseiller communal) (Complémentaire)

En début de législature, la majorité communale avait déclaré faire de l'inclusion des personnes en situation d'handicap l'une de ses priorités politiques pour cette législature. Nous arrivons à la fin de celle-ci et nous aimerions savoir quels sont les progrès et les réalisations concrètes qui ont été fait au cours de ces 6 années pour honorer votre engagement en faveur de l'intégration des personnes en situation de handicap ?

En matière d'emplois communaux, nous aimerions savoir si notre commune respecte l'Ordonnance régionale du 02 février 2017 qui stipule que les pouvoirs locaux ont l'obligation d'engager des personnes handicapées au sein de leur administration. L'ordonnance stipule en son article 2 : « *les administrations des pouvoirs locaux emploient au moins une personne handicapée à mi-temps par tranche de 20 ETP prévus au cadre du personnel* ». Soit 2.5% des ETP. Pouvons-nous savoir quel était ce taux d'occupation au 1er janvier 2019?

Selon un rapport de la BPL de mars 2021, Forest était encore très loin de remplir cette obligation légale. En effet, en 2021, ce pourcentage n'était que de 0.54% d'ETP. C'était par ailleurs l'un des taux d'occupation les plus faible en région bruxelloise. Une seule commune faisait moins bien. Qu'en est-il aujourd'hui ? Quel est le taux d'occupation des personnes handicapées au sein de l'administration communale au 1er janvier 2024 ? Nous aimerions aussi connaître la répartition par fonction et par niveau d'étude.

Enfin, nous souhaiterions savoir si notre commune soutient à travers ses marchés publics les Entreprises de Travail Adapté. Quels sont les montants totaux annuels des marchés publics conclus avec ce type d'entreprise pour les années 2019,2020,2021,2022 et 2023.

En matière de vie sociale et d'accessibilité, nous regrettons l'absence de candidature forestoise pour le label Handycity. Pour information, ce label vise à encourager les communes tant à Bruxelles qu'en Région wallonne dans leur démarche d'inclusion des personnes en situation de handicap sur leur territoire. Ce label est remis tous les 6 ans aux communes qui ont introduit un pré-bilan à mi-mandat et leur candidature. Sur les 76 communes qui ont introduit leur candidature, on retrouve 9 communes bruxelloises. Anderlecht, Bruxelles-Ville, Ixelles, Koekelberg, Molenbeek-St-Jean, Saint-Josse, Schaerbeek, Uccle, Woluwe-Saint-Pierre.

Pourquoi Forest n'a-t-elle pas introduit de pré-bilan et de candidature ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Interpellatie over de inclusie van personen met een handicap (op vraag van de heer Lakhloufi, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

1 annexe / 1 bijlage

